

TRÉSOR LIVRE FINANCÉ

RÉSULTATS FINANCIERS

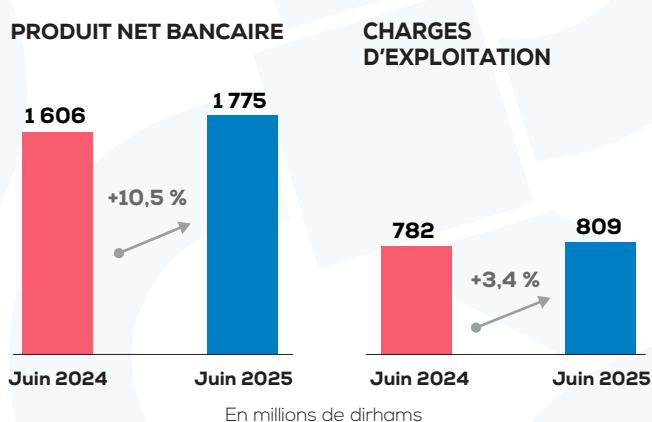
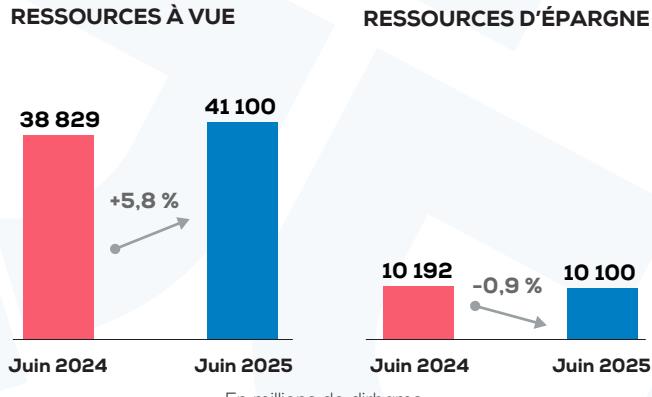
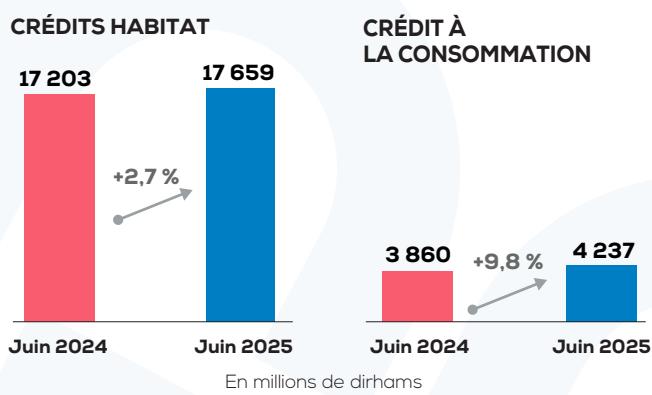
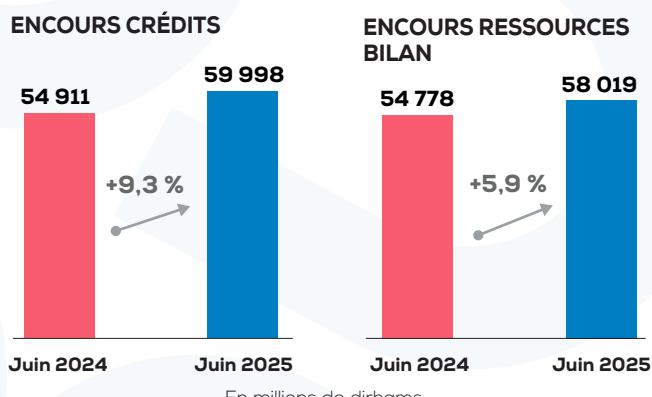
◆ JUIN 2025



RÉSULTATS CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2025

UN PREMIER SEMESTRE 2025 MARQUÉ PAR UNE FORTE CROISSANCE ET DES AVANCÉES STRATÉGIQUES

Le Conseil de Surveillance de Crédit du Maroc s'est réuni le 28 juillet 2025, sous la présidence de Monsieur Mohamed Hassan BENSALAH, pour examiner l'activité et les comptes arrêtés au 30 juin 2025.



NETTE PROGRESSION DES PERFORMANCES COMMERCIALES ET DES INDICATEURS FINANCIERS

CROISSANCE SOUTENUE DES CRÉDITS +9,3 %

Crédit du Maroc a enregistré une croissance soutenue des crédits au cours du premier semestre 2025. Comparativement à la même période en 2024, les emplois clientèle ont progressé de 9,3 % pour s'établir à 59 998 MDH à fin juin 2025. Cette évolution s'explique principalement par :

- la bonne performance des crédits aux entreprises, en hausse de 11,4 % à 36 441 MDH, portés par la progression du crédit-bail (+54,6 %), du crédit à l'équipement (+22,2 %) et du crédit aux promoteurs immobiliers (+19,9 %) ;
- et l'évolution des crédits aux ménages de 4 % à 21 897 MDH, soutenue à la fois par la croissance du crédit à la consommation et du crédit à l'habitat qui se sont appréciés respectivement de 9,8 % et de 2,7 %.

RENFORCEMENT DE LA COLLECTE BILAN +5,9 %

Les ressources bilancielles se sont établies, à fin juin 2025, à 58 019 MDH en progression de 5,9 % sur un an. Cette évolution positive a été soutenue par :

- les ressources à vue, en hausse de 5,8 % à 41 100 MDH ;
- et les dépôts à terme, en progression de 22,1 % à 5 442 MDH.

Les ressources d'épargne ont atteint 10 100 MDH, affichant une quasi-stabilité (-0,9 %).

PROGRESSION CONTINUE DU PRODUIT NET BANCAIRE +10,5 %

Le produit net bancaire consolidé s'est établi, au premier semestre 2025, à 1 775 MDH, en progression de 10,5 % par rapport au premier semestre 2024. Cette croissance reflète la performance homogène de l'ensemble des lignes métiers de la banque :

- la marge nette d'intérêt a atteint 1 307 MDH, en hausse de 10,2 %, bénéficiant de la dynamique commerciale et du renforcement du fonds de commerce ;
- la marge sur commissions s'est établie à 258 MDH, en évolution de 4,6 %, tirée par la croissance des activités des filiales, notamment la nouvelle filiale CDM Capital Bourse, et des filières spécialisées en commerce international, cash management et bancassurance ;
- le résultat des opérations de marché a atteint 263 MDH, en progression de 20,1 %.

Les filiales de Crédit du Maroc ont contribué positivement au PNB global à hauteur de 132 MDH, en hausse de 25,9 % par rapport à la même période en 2024.

AUGMENTATION NOTABLE DU RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION +17,2 %

Porté par l'évolution positive du PNB consolidé, le résultat brut d'exploitation s'est renforcé de 17,2 % à 965 MDH au premier semestre 2025. Le coefficient d'exploitation s'est amélioré de 311 points de base pour s'établir à 46 %, traduisant une gestion efficiente des charges.

Par ailleurs, Crédit du Maroc a engagé, sur le premier semestre 2025, un montant total de 121 MDH d'investissements dont l'essentiel a porté sur le renforcement des performances de la plateforme technologique de la banque.

AMÉLIORATION DU TAUX DES CRÉANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES

Le coût du risque consolidé s'est établi à 130 MDH, témoignant d'une sinistralité maîtrisée, grâce à une gestion proactive des risques. Le taux de couverture des créances douteuses et litigieuses s'est élevé à 87,8 % à fin juin 2025, en amélioration de 251 points de base par rapport au premier semestre 2024.

Les créances en souffrance ont reculé de 3,5 % pour se situer à 3 937 MDH, permettant au taux de créances douteuses et litigieuses de s'améliorer à 6,6 %, soit 87 points de base de moins qu'au 30 juin 2024.

HAUSSE DE LA CAPACITÉ BÉNÉFICIAIRE +13,9 %

Le résultat net part du groupe Crédit du Maroc s'est élevé à 445 MDH, en hausse de 13,9 % par rapport au premier semestre 2024. Cette performance témoigne de la robustesse du modèle d'affaires, porté par une dynamique commerciale soutenue et une bonne maîtrise des charges.

NOUVEAUX PROJETS STRUCTURANTS AU SERVICE DE LA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT

PRISE DE PARTICIPATION DANS NEMA CAPITAL

Crédit du Maroc a conclu un partenariat stratégique avec Ynexit Group, portant sur son entrée au capital de Nema Capital, société spécialisée dans la gestion des Organismes de Placement Collectif Immobilier. Sous réserve de l'obtention des autorisations réglementaires requises, Crédit du Maroc détiendra 50 % du capital de la société. Cette prise de participation témoigne de l'ambition de la banque de renforcer son offre dans les métiers de la banque d'investissement.

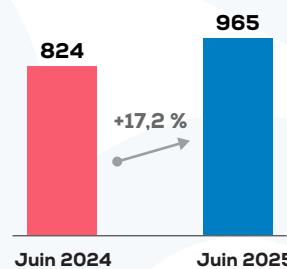
OBTENTION DE L'AGRÉMENT DE CDM PAY

Crédit du Maroc a obtenu l'agrément de Bank Al-Maghrib pour le lancement de sa nouvelle filiale CDM Pay, en qualité d'établissement de paiement, dans le but d'offrir des solutions de paiement électroniques aux commerçants, aux entrepreneurs et aux professions libérales. La création de CDM Pay s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de transformation du secteur financier, notamment en contribuant à démocratiser l'accès aux moyens de paiement modernes partout dans le Royaume.

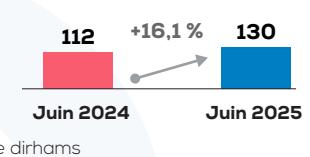
LISTE DES COMMUNIQUÉS DE PRESSE PUBLIÉS AU 30 JUIN 2025 :

- Les résultats annuels au 31 décembre 2024.
- La présentation des résultats annuels de Crédit du Maroc au 31 décembre 2024.
- Les résultats financiers au 31 mars 2025.
- Ynexit Group et Crédit du Maroc concluent une alliance stratégique pour accélérer le développement de Nema Capital.

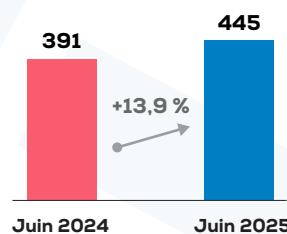
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION



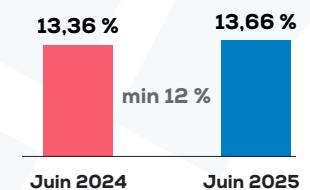
COÛT DU RISQUE



RÉSULTAT NET PART DU GROUPE



RATIO DE SOLVABILITÉ



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS IFRS

BILAN CONSOLIDÉ IFRS AU 30 JUIN 2025

ACTIF CONSOLIDÉ	NOTES	30/06/2025	31/12/2024
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		1 304 484	2 235 047
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.5	4 203 894	4 785 186
Actifs financiers détenus à des fins de transactions	3.5	3 932 490	4 544 070
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.5	271 404	241 116
Instruments dérivés de couverture		-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.3	1 915 657	675 103
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	3.3	1 915 657	675 103
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		-	-
Titres au coût amorti	3.2	1 210 038	915 291
Prêts et créances sur les Etablissements de crédit et assimilés, au coût amorti	3.2	4 598 371	5 665 530
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	3.2	59 997 783	56 622 038
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couvert en taux		-	-
Placements des activités d'assurance		-	-
Actifs d'Impôt Exigible	3.8	20 047	5 830
Actifs d'impôt différé	3.8	165 995	149 903
Comptes de régularisation et autres actifs	3.4	708 917	586 707
Actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence		-	-
Immeubles de placement		-	-
Immobilisations corporelles	3.6	1 490 989	1 497 883
Immobilisations incorporelles	3.6	972 315	912 374
Ecrits d'acquisition		-	-
TOTAL		76 588 490	74 050 891

PASSIF CONSOLIDÉ	NOTES	30/06/2025	31/12/2024
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		702	702
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	3.9	28 939	25 134
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	3.9	28 939	25 134
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		-	-
Instruments dérivés de couverture		-	-
Dettes envers les Etablissements de crédit et assimilés	3.1	2 707 535	1 738 769
Dettes envers la clientèle	3.1	58 019 498	56 997 885
Titres de créance émis	3.1	2 909 274	3 180 479
Passifs d'impôt exigibles	3.8	171 544	189 008
Passifs d'impôt différé	3.8	1 397	5 003
Comptes de régularisation et autres passifs	3.4	3 050 407	2 243 448
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Provisions techniques des contrats d'assurance		-	-
Provisions	3.7	573 045	554 447
Subventions et fonds assimilés		-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie		1 261 856	1 237 163
Capitaux propres		7 864 293	7 878 853
Capital et réserves liées		4 823 451	4 823 451
Réserves consolidées		2 551 244	2 273 030
Part du groupe		2 551 244	2 273 030
Part des minoritaires		-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		44 451	41 423
Part du groupe		44 451	41 423
Part des minoritaires		-	-
Résultat net de l'exercice		445 147	740 949
Part du groupe		445 147	740 949
Part des minoritaires		-	-
TOTAL		76 588 490	74 050 891

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ IFRS AU 30 JUIN 2025

COMPTE DE RÉSULTAT	NOTES	30/06/2025	30/06/2024
Intérêts, rémunérations et produits assimilés	2.2	1 614 194	1 544 030
Intérêts, rémunérations et charges assimilés	2.2	306 804	357 557
Marge d'Intérêt		1 307 389	1 186 473
Commissions (Produits)	2.3	291 313	270 788
Commissions (Charges)	2.3	33 784	24 519
Marge sur Commissions		257 529	246 269
Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette		-	-
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	2.5	262 815	218 885
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction		255 499	211 835
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat		7 317	7 049
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	2.6	-	-
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables		-	-
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividende)		-	-
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente		-	-
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Produits des autres activités		16 954	16 522
Charges des autres activités		70 156	62 169
PRODUIT NET BANCAIRE		1 774 532	1 605 979
Charges générales d'exploitation		673 050	649 974
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		136 118	132 295
Résultat Brut d'Exploitation		965 364	823 709
Coût du risque	2.1	-129 863	-111 870
Résultat d'Exploitation		835 502	711 839
Quote-Part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence		-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2.4	10 552	-3 547
Variations de valeur des écarts d'aquisition		-	-
Résultat avant Impôt		846 054	708 293
Impôts sur les résultats	3.8	400 907	317 458
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		-	-
Résultat net		445 147	390 835
Intérêts minoritaires		-	-
Résultat net Part du groupe		445 147	390 835
Résultat par action		40,91	35,92
Résultat dilué par action		40,91	35,92

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 30 JUIN 2025

FLUX DE TRÉSORERIE	30/06/2025	31/12/2024
Résultat avant impôts	846 054	1 293 543
Résultat net des activités abandonnées	-	-
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	136 118	259 704
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	101 602	19 854
+/- Dotations nettes aux provisions	19 152	-6 202
+/- Quote-part de résultat lié aux sociétés mises en équivalence	-	-
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	10 552	-6 142
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	23 987	-15 728
+/- Autres mouvements	105 866	-148 600
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	397 278	102 885
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	2 407 652	2 397 202
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-2 536 378	-311 170
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-940 706	-1 305 325
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	632 762	297 360
+/- Flux liés aux activités destinées à être cédées	-	-
- Impôts versés	-422 827	-558 455
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	-859 497	519 612
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle	383 834	1 916 040
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-	-
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-	-
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-199 717	-372 091
Flux nets de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-199 717	-372 091
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-459 790	104 799
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-270 500	-242 000
Flux nets de trésorerie lié aux opérations de financement	-730 290	-137 201
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	-2 945	308
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-549 118	1 407 056
COMPOSITION DE LA TRÉSORERIE	30/06/2025	31/12/2024
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	3 932 314	2 525 258
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	2 235 491	2 265 415
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	1 696 823	259 842
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	3 383 196	3 932 314
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	1 305 624	2 235 491
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	2 077 572	1 696 823
Variation de la trésorerie nette	-549 118	1 407 056

**RÉSULTAT NET, GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES
AU 30 JUIN 2025**

(En milliers de DH)

Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	30/06/2025	31/12/2024
Résultat net	445 147	740 949
Éléments recyclables en résultat net :	-1 852	1 148
Écarts de conversion	-2 945	308
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	2 213	1 718
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables	-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	-	-
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres et recyclables	-	-
Impôts liés	1 120	879
Éléments non recyclables en résultat net :	603	3 325
Réévaluation des immobilisations	-	-
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	815	5 306
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat	-	-
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence non recyclables	-	-
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres non recyclables	-	-
Impôts liés	211	1 981
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-1 249	4 473
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	443 898	745 422
Dont part du Groupe (ou des propriétaires de la société mère)	443 898	745 422
Dont part des intérêts minoritaires (ou participations ne donnant pas le contrôle)	-	-

**TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES
AU 30 JUIN 2025**

(En milliers de DH)

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2023	1 088 121	3 258 393	-	2 650 422	37 259	-	7 034 195	45 712	7 079 907
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-372 138	-	-	-372 138	-	-372 138
Autres	-	476 937	-	-	-	-	476 937	-	476 937
Changements de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice	-	-	-	740 949	-	-	740 949	-	740 949
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat	-	-	-	-	839	-	839	-	839
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-	-	-	-	3 325	-	3 325	-	3 325
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat	-	-	-	308	-	-	308	-	308
Gains ou pertes latents ou différés	-	-	-	155	-	-	155	-	155
Autres	-	-	-	-	4 164	-	4 164	-	4 164
Variations de périmètre	-	-	-	-5 718	-	-	-5 718	-45 712	-51 429
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2024	1 088 121	3 735 329	-	3 013 979	41 423	-	7 878 853	-	7 878 853
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-453 747	-	-	-453 747	-	-453 747
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Changements de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice	-	-	-	445 147	-	-	445 147	-	445 147
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat	-	-	-	-	2 213	-	2 213	-	2 213
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-	-	-	-	815	-	815	-	815
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat	-	-	-	-2 945	-	-	-2 945	-	-2 945
Gains ou pertes latents ou différés	-	-	-	-2 945	3 028	-	83	-	83
Autres	-	-	-	-6 043	-	-	-6 043	-	-6 043
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 30 JUIN 2025	1 088 121	3 735 329	-	2 996 391	44 451	-	7 864 293	-	7 864 293

NOTES ET ANNEXES IFRS

NORMES ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR LE GROUPE

Les normes et principes comptables n'ont subi aucun changement par rapport à la publication effectuée au 31/12/2024.

PRINCIPES ET PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les comptes de Crédit du Maroc et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles Crédit du Maroc dispose d'un pouvoir de contrôle.

Par exception, les entités ayant un impact non significatif sur les comptes consolidés de l'ensemble ne sont pas incluses dans le périmètre de consolidation.

Le caractère significatif de cet impact peut notamment être apprécié au travers de divers critères tels que l'importance du résultat ou des capitaux propres de la société à consolider par rapport au résultat ou aux capitaux propres de l'ensemble consolidé.

Les notions de contrôle

Conformément aux normes internationales, la définition de contrôle, selon IFRS 10 comporte les trois éléments suivants :

- Le pouvoir détenu sur l'entité émettrice ;
- L'exposition ou le droit à des rendements variables, en raison des liens avec l'entité émettrice ;
- La capacité de Crédit du Maroc d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Crédit du Maroc contrôle une entité émettrice si et seulement si ces trois éléments sont réunis.

L'IFRS 11 porte sur le classement d'un partenariat sur lequel deux parties ou plus exercent un contrôle conjoint. Selon IFRS 11, il existe deux types de partenariat : les entreprises communes et les coentreprises. Ces deux types de partenariats se distinguent par les droits et obligations des parties à l'entreprise.

• **Entreprise commune** : les coparticipants ont des droits sur les actifs, et des obligations au titre des passifs. Chaque coparticipant comptabilise ses

actifs, ses passifs, ses produits et ses charges y compris sa quote-part de ces actifs, passifs, produits et charges, relatifs à ses intérêts dans l'entreprise commune.

- **Coentreprise** : les coentrepreneurs ont des droits sur l'actif net de celle-ci. Cette coentreprise est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

Les méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10 et 11. Elles résultent de la nature de contrôle exercée par Crédit du Maroc sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- **l'intégration globale**, applicable selon les conditions citées par la norme IFRS 10 ;
- **la mise en équivalence**, pour les coentreprises ayant des droits sur l'actif net, tel que cité par la norme IFRS 11 ;
- **la quote-part des actifs, passifs, charges et produits**, pour les entreprises communes ayant des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs, selon la norme IFRS 11.

Retraitements et éliminations

Les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées sont effectués, sauf s'ils sont jugés non significatifs.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé.

Les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; les éventuelles dépréciations durables mesurées à l'occasion d'une cession interne, sont constatées.

Conversion des états financiers des activités à l'étranger (IAS21)

Les états financiers des entités représentant une « activité à l'étranger » (filiale, succursale, entreprise associée ou une coentreprise) sont convertis en dirhams en deux étapes :

- conversion, le cas échéant, de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité). La conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère) ;
- conversion de la monnaie fonctionnelle en dirhams, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe CDM. Les actifs et les passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis au cours de clôture. Les éléments de capitaux propres, tels que le capital social ou les réserves, sont convertis à leur cours de change historique. Les produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat en cas de sortie de l'activité à l'étranger (cession, remboursement de capital, liquidation, abandon d'activité) ou en cas de déconsolidation due à une perte de contrôle (même sans cession) lors de la comptabilisation du résultat de sortie ou de perte de contrôle.

Regroupements d'entreprises – écarts d'acquisition (IFRS 3)

Le Groupe Crédit du Maroc n'a pas effectué de regroupement courant 2025.

Périmètre de consolidation du Groupe Crédit du Maroc au 30 juin 2025

Sociétés Consolidées	Capital social (KDH)	Capital social (KUSD)	% de contrôle d'intérêts		Méthode de consolidation ^(*)
			de contrôle	d'intérêts	
Crédit du Maroc	1 088 121		100,00	100,00	E.C
Crédit du Maroc Capital Bourse	15 000		100,00	100,00	I.G
Crédit du Maroc Leasing & Factoring	124 000		100,00	100,00	I.G
Crédit du Maroc Patrimoine	1 000		100,00	100,00	I.G
Crédit du Maroc Assurances	200		100,00	100,00	I.G
Crédit du Maroc International		1 655	100,00	100,00	I.G
S.I.F.I.M	168 321		100,00	100,00	I.G

* E.C : Établissement consolidant - I.G : Intégration globale

EXPOSITION AUX RISQUES ET STRATÉGIE DE COUVERTURE

LA GOUVERNANCE

Depuis le 24 septembre 1999, Crédit du Maroc a opté pour une structure de gouvernance duale reposant sur un Directoire et un Conseil de Surveillance, dissociant ainsi les pouvoirs de gestion et de contrôle. Le Directoire dirige et gère la Banque sous le contrôle du Conseil de Surveillance dans les limites du cadre fixé par la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée (la « Loi 17-95 »), la loi 103-12 relative aux établissements de crédits et organismes assimilées (la « Loi Bancaire ») et les statuts de la Banque.

Prénom et nom	Fonction	Première élection	Dernier renouvellement	Echéance du mandat en cours	Membre d'un Comité
Mohamed Hassan BENSALAH	Président du Conseil	12/2022	06/2025	Assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027	-
Karim CHIOUAR	Membre du Conseil	12/2022	06/2025	Assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027	A et R
AtlantaSanad S.A. représentée par Madame Fatima Zahra BENSALAH ⁽⁴⁾	Membre du Conseil	12/2022	06/2025	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027	C
Holmarcom Finance Company S.A. représentée par Madame Lamiae KENDILI	Membre du Conseil	12/2022	06/2025	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027	A
Mohammed Ali KADIRI ^(1,3)	Membre indépendant du Conseil	12/2022	06/2025	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027	A et C
Nadine KONISKI-ZIADÉ ^(1,2)	Membre indépendant du Conseil	03/2024	06/2025	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027	R et C
Mohammed Ali ABABOU ⁽⁵⁾	Membre du Conseil	05/2025	06/2025	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027	R

(A) Comité d'Audit.

(R) Comité des Risques.

(C) Comité de Nomination et de Rémunération.

(1) Membre indépendant.

(2) Président du Comité des Risques.

(3) Président du Comité d'Audit.

(4) Président du Comité de Nomination et de Rémunération.

(5) Ratification de la cooptation opérée par l'AGO 2025 sous réserve de l'approbation de Bank Al-Maghrib.

1.2. Fonctionnement du Conseil de Surveillance

Le fonctionnement du Conseil de Surveillance est régi par les dispositions légales et statutaires ainsi que par son règlement intérieur. Il en est de même pour les Comités spécialisés.

a) Rôle et pouvoirs du Conseil de Surveillance en application des dispositions légales et statutaires

Le Conseil de Surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la Banque par le Directoire, et s'appuie sur des Comités spécialisés détaillés ci-après. A ce titre, une fois par trimestre au moins, le Directoire lui présente un rapport sur la marche des affaires sociales et après la clôture de chaque exercice et dans le délai de trois mois, le Directoire présente au Conseil de Surveillance, aux fins de vérification et de contrôle, les documents prévus par la Loi 17-95.

A toute époque de l'année, le Conseil de Surveillance opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

b) Rôles et pouvoirs du Conseil de Surveillance en application du règlement intérieur

Le règlement intérieur du Conseil de Surveillance décrit, d'une part, les modalités d'organisation, le mode de fonctionnement, les pouvoirs et les attributions du Conseil de Surveillance et, d'autre part les règles de déontologie qui s'imposent à ses membres. Il a un caractère purement interne et n'est opposable ni aux actionnaires, ni aux tiers. Les règles instituées par le règlement intérieur le sont sans préjudice de celles contenues dans les statuts de la Banque ou imposées par les lois et règlements en vigueur, lesquelles prévalent.

1.3. Les Comités du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance a créé, en son sein, trois Comités spécialisés dont il a fixé la composition et les attributions : le Comité d'Audit, le Comité des Risques et le Comité de Nomination et de Rémunération.

Dans le cadre de l'activité de la fenêtre participative, le Conseil de Surveillance, conformément à la Loi Bancaire 103-12, a constitué, au sein du Comité des Risques, un sous-Comité chargé du suivi du processus d'identification et de gestion des risques et

1. LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

1.1. Composition du Conseil de Surveillance

Conformément à l'article 15 des statuts de Crédit du Maroc, le Conseil de Surveillance est composé d'un minimum de trois membres et d'un maximum de quinze membres, nommés par l'Assemblée Générale et pouvant être renouvelés ou révoqués par cette dernière.

Au 30 juin 2025, le Conseil de Surveillance est composé de sept membres.

a) Rôle et pouvoirs du Directoire en application des dispositions légales et statutaires

Le Directoire est investi des pouvoirs les plus étendus pour prendre en toutes circonstances, au nom de la Banque, toutes décisions concourant à la réalisation de son objet social et pour faire ou autoriser tous actes de gestion et de disposition, et ce, sous réserve des pouvoirs attribués par la Loi 17-95 et les statuts au Conseil de Surveillance et aux Assemblées d'Actionnaires.

b) Rôles et pouvoirs du Directoire en application du règlement intérieur

Le règlement intérieur du Directoire décrit les modalités d'organisation et le mode de fonctionnement. Il a un caractère purement interne et n'est opposable ni aux actionnaires, ni aux tiers. Les règles instituées par le règlement intérieur le sont sans préjudice de celles contenues dans les statuts de la Banque ou imposées par les lois et règlement en vigueur, lesquelles prévalent.

2. EXPOSITION AUX RISQUES ET STRATÉGIE DE COUVERTURE

2.1 Risque de crédit

Politique générale

La politique de crédit du Crédit du Maroc s'inscrit dans le cadre de principes généraux et dans le respect des normes édictées par le régulateur. Elle couvre les aspects relatifs à la déontologie, l'indépendance, la responsabilité, la collégialité des décisions, la maîtrise et le suivi des risques, la rémunération des opérations, etc.

Elle est revue chaque année, dans le cadre de la stratégie risques qui examine toutes les activités de la banque et les risques qu'elles induisent et fixe des limites opérationnelles en termes de segment de clientèle, de secteurs d'activité, de concentration, etc. Cette stratégie est présentée par le Directoire au Conseil de surveillance qui la valide.

Dispositif de décision et de gestion des risques

Étude et décision

Le processus de décision est géré par un applicatif informatique centralisé et intégré qui détermine en fonction de normes et de critères paramétrés, les niveaux de délégation requis. Les décisions en faveur des clients professionnels et entreprises nécessitent un double regard de la ligne commerciale et des risques.

Les filiales ont recours à un avis des lignes spécialisées du Crédit du Maroc qui conditionne l'octroi.

Les demandes de crédit formulées par les lignes commerciales sont formalisées et documentées en application des règles du régulateur et des normes de la banque.

Mise en place - Garanties

La mise en place des crédits est opérée après vérification du respect des conditions d'octroi.

La gestion des dossiers de garanties est centralisée.

Surveillance des risques et déclassement des créances

Elle est à la charge d'une structure dédiée et indépendante, appuyée par des correspondants dans les différents marchés et dans les régions.

Cette structure qui dispose d'un accès à tous les systèmes d'information de la banque a pour mission de surveiller la qualité des engagements, d'appréhender dans une optique préventive les dégradations des risques (impayés, gel des comptes, etc.) et d'en assurer un suivi.

Elle organise sur la base d'indicateurs internes un suivi rapproché des créances sensibles qui est opéré par un Comité mensuel dédié.

Elle identifie les créances qui relèvent du déclassement en « souffrance », selon les critères édictés par le régulateur en la matière et les provisionne en conséquence. Ces décisions sont validées par un Comité dédié pour assurer une parfaite couverture des risques et conformité aux normes réglementaires.

Recouvrement

Pour le marché Retail et PRO/TPE, le réseau réalise le recouvrement du premier impayé sur les clients segmentés risque faible et sur les débits jusqu'à 30 jours de retards. Les structures centrales de recouvrement prennent en charge le recouvrement dès le premier impayé sur les clients segmentés risque moyen et élevé ainsi que le débit dès 30 jours de retard.

Pour le marché PME/PMI et Grandes Entreprises, il est

2. LE DIRECTOIRE

2.1. Composition du Directoire

Selon l'article 141 des statuts de la Banque, le Directoire est constitué de deux à sept membres désignés par le Conseil de Surveillance.

Au 30 juin 2025, le Directoire est composé des quatre membres suivants :

Nom	Fonction	Première élection	Dernier renouvellement	Echéance du mandat en cours
Ali BENKIRANE	Président du Directoire	Conseil de Surveillance du 06/12/2022	Conseil de Surveillance du 13/06/2024	Assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2026
Younes LAHLOU	Membre du Directoire en charge du Fonctionnement	Conseil de Surveillance du 07/11/2023	Conseil de Surveillance du 13/06/2024	Assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2026
Ali CHORFI	Membre du Directoire en charge du Corporate & Investment Banking	Conseil de Surveillance du 18/09/2024	-	Assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2026
Moncef ALAOUI	Membre du Directoire en charge de la Banque Commerciale	Conseil de Surveillance du 15/05/2025	-	Assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2026

2.2. Fonctionnement du Directoire

Le fonctionnement du Directoire est régi par les dispositions légales et statutaires ainsi que par son règlement intérieur.

assuré par les chargés d'affaires avec, selon les cas et sur décision de comité dédié ou à la demande de la ligne commerciale, l'appui d'une structure centrale dédiée au Recouvrement et Restructuration de créances.

Si le dossier passe en « Compromis », il est pris en charge par la Direction du Recouvrement qui poursuit le recouvrement et opère en parallèle les poursuites judiciaires

Tout le processus de décision et de surveillance des risques est traçable et auditabile.

Notation interne

Le Crédit du Maroc dispose d'un système de notation. Il couvre toutes les créances entreprises (PME/PMI, Grandes entreprises et entreprises des secteurs de la promotion immobilière et de l'hôtellerie), sauf les banques et les institutions financières qui disposent d'une notation spécifique.

Le système de notation du Crédit du Maroc est conforme aux préconisations de Bâle 2.

Le système repose sur une appréciation quantitative et qualitative. Il fait intervenir les différents acteurs du processus de décision : les chargés d'affaires, les risques et les décisionnaires.

Le système de notation du Crédit du Maroc est backtesté annuellement.

Pour la Banque de Réseau, tous les crédits à la consommation sont soumis à un score d'octroi soit propre au Crédit du Maroc, ou soit celui du partenaire Wafasalaf et ce, en fonction de critères bien définis.

Grille de notation Corporate

Elle comporte 13 échelons de A à E, avec des échelons intermédiaires, pour les contreparties saines et 2 échelons F et Z, pour les contreparties en défaut, dont le dernier pour les contreparties en recouvrement juridique.

Ces échelons sont compatibles avec les échelles de notation des principales sociétés de rating internationales : Standard&Poor et Moody's.

Délégation

La notation est un élément essentiel du processus de décision. Elle conditionne le niveau de délégation.

Risques sensibles : Les contreparties présentant des signes de fragilités sont suivies dans le cadre du comité mensuel d'anticipation et de suivi des Risques Sensibles sur la base de critères qualitatifs et quantitatifs.

2.2 Risque de marché

Les activités de marché sont encadrées par des limites globales et opérationnelles définies dans le cadre de la stratégie risques de la banque.

Le format de limites, qu'elles soient globales ou opérationnelles, sont de trois natures : quantitative (VaR, Stress, sensibilités détaillées), qualitative (produits autorisés, devises autorisées, maturité max...) et des seuils de perte. Les sets de limites concernent les activités de la direction marchés des capitaux dont le rôle est d'assurer des opérations d'intermédiation avec la clientèle (Activités FX, obligataires, prêts/emprunts, Repos) ainsi que les activités de marché de la trésorerie de la banque.

Organisation de la filière

Les activités de marchés sont organisées en trois domaines indépendants :

- Le Front Office

Le Front Office est littéralement l'interface de la banque avec le marché. Il centralise et traite tous les besoins de la banque et de ses clients en termes de couverture et financement. Il engage la banque dans le respect des limites internes de marché, des limites réglementaires et des lignes de crédit qui lui sont accordées.

Il est rattaché hiérarchiquement à la DGA Corporate du pôle Développement.

- Le Middle Office

Le Middle Office assure les contrôles et le respect des limites fixées par les Risques.

- Le Back-Office

Le Back Office suit le traitement post-marché des opérations : confirmation, paiement, règlement - livraison et comptabilité.

Il est rattaché hiérarchiquement à la Direction des Services Bancaires à la Clientèle.

Pôle RMF (Risques de Marché et Financier)

En matière de suivi et de contrôle des activités de la Salle des Marchés, RMF a en charge :

- le suivi du respect des limites, que celles-ci soient quantitatives (niveaux de risque), qualitatives

(instruments, devises ou maturités autorisés) ou relatives aux niveaux de perte tolérée ;

- le traitement des dépassements (analyse des raisons, mode et délai de régularisation...) ;
- la surveillance des risques et des résultats en liaison avec l'évolution des marchés ;
- l'analyse et le contrôle des P&L de gestion ;
- la production et le contrôle de la qualité des indicateurs de risques ;
- le Back testing de la VaR (Value at Risk) ;
- la production et l'analyse des stress scénarii ;
- la vérification des données de marché ;
- la vérification que le Back Office s'est assuré de la cohérence des stocks entre outil Front Office et données comptables ;
- la production et analyse des états de suivi de l'exposition aux risques.

Il est rattaché hiérarchiquement à la Direction Contrôle Central des Risques.

Le suivi des risques doit être effectué aux différents niveaux de l'établissement avec des séparations de pouvoir entre le front office, le middle office, le back office, les risques et le contrôle financier, autrement dit entre ceux qui passent les ordres et ceux qui les contrôlent.

Ainsi, cette organisation permet :

- de s'assurer en permanence du respect des procédures, des normes et des limites mises en place ;
- d'analyser les causes du non-respect éventuel des procédures et des limites ;
- d'informer les entités et / ou les personnes désignées à cet effet de l'ampleur des dépassements et des actions correctrices qui sont proposées ou entreprises.

En termes d'outils informatiques, la banque dispose d'un système front-to-back Arpson avec des fonctionnalités de suivi des risques et de calcul des résultats. Le Pôle des Risques de Marché et Financier a accès à ces informations et dispose d'outils complémentaires pour mener à bien ses analyses.

Principaux risques et dispositif de contrôle

Les risques de marché ou risques de variation de prix, représentent les pertes potentielles suite à des mouvements adverses de cours, de prix ou de niveaux de taux.

Risques de taux : Ils représentent les risques d'encourir des pertes suite aux variations du niveau absolu du taux d'intérêt, d'un spread entre deux courbes de taux ou de la déformation de la courbe. Il existe plusieurs composantes pour ce risque : risque directionnel, risque de pente et risque de base ou de spread.

Ce risque concerne le trading sur titres et la trésorerie. Il est encadré par un dispositif de limites quantitatives (VaR, Stress, nominal et sensibilités détaillées).

Risque de change : C'est le risque d'encourir des pertes suite aux variations du cours des devises étrangères par rapport à la monnaie de référence ou monnaie locale.

Les positions sont encadrées par des limites réglementaires et des limites internes (VaR, Stress, nominal individuelle et globale, Loss alert...).

Risques liés aux défauts : une partie importante des risques pris par les établissements financiers sur les marchés se trouve liée aux événements de défauts (défaillance d'une ou plusieurs contreparties, risque de non-transfert...).

Les opérations de marché peuvent générer :

- des risques de règlement/livraison ;
- des risques de variation.

Une transaction peut comporter un seul de ces risques ou une combinaison de deux ou trois. Une opération de change à terme génère des risques de variation et de livraison.

En effet, si l'un des intervenants fait défaut alors que l'autre contrepartie a déjà rempli ses propres obligations, à savoir ; livrer des fonds, alors la perte porte sur la totalité du montant (nominal) de la transaction (à la livraison), c'est le **risque de livraison ou non concomitance des flux échangés**.

Ce risque affecte le change (comptant et terme), les swaps de change (swaps de trésorerie ou cambiste). Pour les opérations sur tires (ferme ou temporaire), ce risque n'existe pas du fait que les transactions sont effectuées via un système DVP (Delever Versus Payment).

Si par contre la défaillance intervient entre la négociation et la livraison, alors la perte potentielle correspond à la variation du cours de change entre le

cours négocié et le cours prévalant sur le marché au moment où il faut trouver une nouvelle contrepartie de remplacement, il s'agit du coût de remplacement et c'est le **risque de variation**.

Ces risques sont encadrés par des limites individuelles sur les contreparties y compris les correspondants de la salle des marchés et accordées par la banque dans le cadre de l'étude de risque annuelle.

Le calcul des consommations de VaR (Value at Risk) du CDM est réalisé via l'outil Global View Risk alimenté en données de risques de marché (vecteurs de sensibilités, positions de change, courbe de taux MAD) par les outils de CDM.

Aussi, GVR calcule aussi de manière automatisée des stress historiques (crises de 1994, de 1997, subprimes, Covid-19, etc.) selon des chocs observés qui sont paramétrés dans l'outil, ainsi que des stress hypothétiques (resserrement liquidité, tensions internationales, etc.).

Enfin, les résultats quotidiens des activités de trading (sur bonds et sur le change) sont alimentés dans un autre outil et la VaR fait l'objet d'un back-testing.

Des travaux de remplacement de GVR et de CADRE par un outil disposant des mêmes fonctionnalités sont en cours afin d'autonomiser le CDM avant la fin du premier semestre 2023.

Ségrégation des Banking et Trading books

Afin d'assurer d'une gestion saine et prudente de sa Trésorerie ainsi que de la couverture de ses risques propres, le Crédit du Maroc a mis en place une réorganisation de ses portefeuilles et centres de profits (découpage des activités par desk) en phase avec l'arborescence risques. Cette réorganisation assure une séparation entre le banking book (ALM & activités de trésorerie) et les activités de la direction des marchés de capitaux (DMC) dont le rôle est d'assurer des opérations d'intermédiation avec la clientèle.

2.3 Risques Opérationnels

Le Crédit du Maroc a adopté la définition issue des recommandations de Bâle 2 pour le risque opérationnel. Il s'agit des pertes résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'événements extérieurs, risque juridique inclus.

Dispositif de gestion des risques opérationnels mis en œuvre

Le dispositif de gestion des risques opérationnels mis en place par la banque vise à identifier l'ensemble des sources de risques majeurs en vue de les couvrir (fraude interne, fraude externe, pratiques en matière d'emploi et sécurité sur le lieu de travail, clients produits et pratiques commerciales, dommages aux actifs corporels, dysfonctionnements de l'activité et des systèmes, exécution livraison et gestion des processus).

1. Les principaux enjeux

- la maîtrise du coût des risques opérationnels ;
- la prévention des grands risques ;
- l'optimisation de la couverture des risques ;
- l'intégration du triple impact réglementaire à savoir le pilotage par les fonds propres, la supervision réglementaire et la communication financière.

2. Les composantes du dispositif

Le dispositif de gestion des risques opérationnels mis en œuvre s'articule autour de quatre composantes :

La composante organisationnelle

La surveillance des risques opérationnels est confiée à une entité relevant des Risques et contrôles permanents, structure faîtière du dispositif de contrôle interne de la banque.

Le système d'audit interne vérifie périodiquement que le dispositif de gestion des risques opérationnels est mis en œuvre avec efficacité au niveau de l'ensemble de l'établissement.

Le Directoire assure un suivi régulier de la situation des risques via le Comité de Contrôle Interne présidé par le Président du Directoire.

Le Conseil de Surveillance, via le Comité d'Audit et le Comité des Risques, est informé des risques importants et s'assure de la prise en compte de ces risques.

La composante qualitative

Elle permet d'évaluer et de prévenir les risques à travers la cartographie des risques opérationnels.

La composante quantitative

Elle permet de mesurer et surveiller le coût du risque et les incidents à travers le suivi des pertes et la mise en place d'un dispositif d'alerte.

La composante d'allocation de fonds propres

Par prudence, l'établissement a retenu une allocation des fonds propres basée sur la méthode « indicateurs de base » avec l'objectif d'évoluer rapidement vers la méthode « standard ».

3. Sécurité des systèmes d'information

La sécurité des systèmes d'informations est assurée avec la mise en place d'une politique de sécurité et d'un dispositif de contrôle permanent. Des tests annuels d'intrusions et de vulnérabilité, ainsi que des évaluations de la sécurité des systèmes d'informations sont réalisés.

4. Plan de Continuité des Activités

Pour assurer la continuité des activités de la banque en cas de sinistre, l'établissement dispose d'un Plan de Continuité d'Activités (PCA), composé :

- d'un Plan de Secours informatique pour secourir les services informatiques critiques ;
- d'un Plan de Repli Utilisateurs avec aménagement d'un site de repli devant servir en cas de sinistre ;
- d'un dispositif de gestion de crise ;
- d'un dispositif de continuité d'activité spécifique au scénario de pandémie grippale.

Ce PCA est régulièrement testé et amélioré.

5. Prestations de services essentielles externalisées

Elles sont encadrées par un dispositif spécifique.

Les Conventions de services comprenant des indicateurs de qualité ont permis à l'établissement d'intégrer le suivi de ces activités dans le dispositif de contrôle interne.

2.4 Gestion Actif - Passif

La démarche de la gestion Actif-Passif (ALM) est une démarche d'identification, de mesure, de contrôle et de couverture des risques financiers pouvant affecter le bilan de la banque.

Il s'agit principalement des risques de liquidité, de taux et de change.

Gouvernance

Au Crédit du Maroc, la gestion Actif-Passif est assurée par la Direction Gestion Financière qui rapporte à la Direction Finances Groupe et au comité ALM.

Risque de taux d'intérêt global (RTIG)

C'est le risque de voir les résultats de la banque affectés défavorablement par les mouvements de taux d'intérêt. Ces mouvements ont une influence sur les rémunérations et les coûts générés par les produits et instruments financiers (actifs, passifs et instruments de hors bilan), dont dispose la banque. En conséquence, leurs mouvements ont un impact direct sur le résultat généré mais aussi sur la valeur actuelle des différents revenus futurs.

Il convient donc d'appréhender correctement la manière dont les mouvements de la courbe des taux peuvent impacter les marges de la banque.

La mesure du RTIG fait appel à une approche statique, basée sur plusieurs modèles afin de transformer les données mensuelles en indicateurs de risque quantifiables sur toute la durée de vie future du bilan.

La mesure principale et obligatoire du RTIG est le gap de taux d'intérêt qui représente sur chaque période la différence signée entre les passifs et les actifs à taux fixe (encours et taux de cession interne associés) dans une devise donnée.

Le Risque de Taux d'Intérêt Global est la résultante de différentes composantes de risque qui sont notamment représentées par des gaps :

- Un risque directionnel sur opérations à taux fixe : Le gap « Taux fixe »
- Un risque optionnel sur les options explicites (caps, floors...) si la banque a développé des modèles d'options, et implicites s'agissant notamment des remboursements anticipés sur les crédits
- Un risque de base sur les opérations à taux révisable et variable induit par des dé-corrélations entre les index : Les gaps d'Index

Bank Al-Maghrib a publié en mars 2021 une nouvelle circulaire qui encadre la mesure du risque de taux d'intérêt inhérent au portefeuille bancaire et fixe de nouvelles exigences en matière de fonds propres économiques. Cette circulaire est entrée en vigueur en juin 2021.

Les principaux changements introduits par cette nouvelle réglementation qui impacte considérablement l'appréciation du risque de taux du Banking Book :

- Les postes non sensibles aux taux d'intérêts notamment les Fonds Propres de Base, les titres de transactions, les titres de négociation ainsi que leurs ressources de marché ne sont pas pris en compte

dans l'exposition au risque de taux.

- Les flux de Trésorerie prévisionnels sont ventilés sur 20 tranches de maturités.
- La limite réglementaire sur les Fonds Propres est revue à la baisse passant de 20% des fonds propres globales à 15% des fonds propres de catégorie 1 (CET1). A noter que le régulateur a prévu une période transitoire pour le respect du minimum réglementaire sur le ΔEvE : 20% des FP globales au 31-12-21, 20% des FP CET1 au 31-01-22, 15% des FP CET1 au 01-01-23.

- L'identification du risque de base en précisant pour les instruments à taux variables, la date de révision, la référence considérée pour l'indexation et les taux appliqués.
- Le calcul de la durée de vie moyenne des flux du bilan et du hors bilan actualisés, conformément à une formule de duration spécifique.
- L'application de 6 scénarios de chocs de taux d'intérêt sur trois devises : MAD / EUR / USD.

Un dispositif d'encadrement et de contrôle a été mis en place au Crédit du Maroc. Des limites en volume ont été fixées.

Le risque de liquidité

Il est défini comme étant le risque pour la banque de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, de ses engagements à leur échéance. Il peut prendre deux formes :

- Risque d'illiquidité : se traduisant par l'incapacité de la banque à se procurer les fonds nécessaires pour faire face à des obligations inattendues survenues à court terme, notamment un retrait massif de dépôts ;
- Risque de transformation : où le terme des emplois est en général supérieur au terme des ressources, transformation inhérente à l'activité bancaire.

Le risque de liquidité se situe à trois niveaux :

- Funding risk : risque qui se traduit par la nécessité d'obtenir de nouvelles ressources lorsqu'une des ressources dont la banque disposait par le passé n'est plus disponible (par exemple lors de retrait massif sur les dépôts à vue).
- Time risk : risque qui apparaît lorsque la banque ne peut obtenir des rentrées d'argent pourtant attendues (par exemple, incapacité de remboursement d'un prêt par un client).
- Call risk : risque relatif à l'obtention de nouvelles ressources (suite par exemple à des emprunts importants sur des lignes de crédits).

L'approche en liquidité met en évidence la situation de transformation de la banque. Elle permet de mesurer les besoins de funding à court, moyen et long terme ou l'importance des excédents de liquidité à replacer par type de maturité.

Dans le cadre de la gestion du risque de liquidité, le Comité ALM a pour fonction de :

- Approuver la stratégie globale en matière de gestion du risque de liquidité
- Gérer la trésorerie MLT de la banque
- Mettre en place une approche pour mesurer et suivre du risque de liquidité
- Etablir un système de limites appropriées encadrant les principaux indicateurs utilisés
- Veiller à ce que des simulations de scénarios de stress soient effectuées en vue d'évaluer la capacité de la banque à faire face à des situations de crise de liquidité
- Décider du plan d'urgence destiné à être mis en œuvre en cas de tensions ou de crises de liquidité
- Prévoir les instruments et les stratégies de couverture du risque de liquidité
- Définir le système de reporting dans les situations normales ou de crise de liquidité
- Veiller au respect des coefficients réglementaires, dont le Liquidity Coverage Ratio (LCR).

En plus du Comité ALM trimestriel, un Comité Trésorerie mensuel a été instauré en janvier 2016 avec pour objectif, entre autres, de piloter de façon opérationnelle la trésorerie court terme de la banque.

Conventions d'écoulement

Les modèles ALM au sein de la banque suivent une logique de « Run Off » à partir d'un bilan constaté à la date de calcul. Cette approche permet d'avoir une vision sur l'écoulement du bilan dans le temps et d'avoir une mesure précise de la marge sous une hypothèse de cessation d'activité dénuée de toute prise en compte d'une production commerciale ou activité financière future.

Les règles d'écoulement se fondent sur une approche segmentée des encours. Par cette segmentation,

elles s'appuient sur la définition de populations homogènes en termes de « comportement » (au sens statistique).

Ces modèles sont le socle commun à la mesure des risques de taux et de liquidité et au pilotage de la marge. Ils servent :

- d'une part pour le calcul du RTIG et donc influencent les prises de décisions en matière de couverture.
- d'autre part pour le calcul des taux de cession internes entre le pool commercial et le pool ALM. A ce titre, ils déterminent les marges analytiques des crédits et de la collecte.

Les modèles ALM, calibrés et revus annuellement, doivent minimiser le risque de sur-couverture ; dans ce sens l'étude statistique a pour principaux objectifs :

- Éliminer le risque de concentration : Si une faible fraction de clients détient une forte proportion de l'encours, l'encours global est susceptible de chuter brutalement de façon imprévisible. La règle de prudence demande donc à ce que cette fraction d'encours soit retirée (part volatile).
- Tenir compte des cycles / saisonnalités : Si l'historique d'encours présente des saisonnalités, la variable « solde des comptes » sera remplacée par « moyenne glissante des soldes des comptes », cette moyenne étant calculée sur une période suffisamment longue pour s'affranchir des effets de cycle.
- Conserver la pertinence sur la durée afin de garder une logique commerciale d'écoulement.

Risque de change (Banking Book)

Le risque de change du Banking book est suivi et géré par le Comité ALM qui prend connaissance des expositions et de leur évolution à travers les reportings trimestriels mis en place.

La fonction ALM suit l'ensemble des positions de change de la banque, à l'exception des positions gérées dans le cadre des activités de trading, et ce dans le cadre des normes internationales relatives à la mesure et l'encadrement du risque de change.

Dans le cadre du risque de change, le Comité ALM a comme principaux objectifs :

- Analyser le risque
- Valider la proposition de limites et leur compatibilité avec les limites globales et réglementaires
- Vérifier le respect de ces limites
- Valider les propositions de gestion.

Les Positions de Change Opérationnelles (PCO) peuvent se mesurer en méthode « flux » ou « stock ». Pour le Crédit du Maroc, cette position se compose des positions de change virement bilan et hors bilan de la clientèle, ainsi que l'encaisse en billets de banque.

Les positions de change structurelles (PCS) résultent principalement des prises de participations dans des établissements en devises étrangères. A noter, toutefois, l'exception des participations en devise comptabilisées à la JVR (juste valeur par résultat) qui sont à prendre en compte dans la position de change opérationnelle et non structurelle dans la mesure où la position de change induite est réévaluée par contrepartie du compte de résultat. Pour le Crédit Du Maroc, cette position se compose de la position en USD sur les titres de participation de la filiale « CDM International » qui fait l'objet d'un encadrement par une limite globale en montant.

Système de mesure

Le pilotage des risques financiers est géré dans ATLAS, outil opérationnel depuis 2008.

3. APPLICATION DES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ DE BÂLE

L'accord de Bâle 2 repose sur 3 piliers :

Pilier 1 : Calcul des exigences minimales en fonds propres. Il couvre trois types des risques : Risque de crédit, Risque opérationnel et Risque de marché. Plusieurs méthodes sont proposées aux banques selon les risques, notamment « standard » et « notation interne », pour les risques de crédit, « indicateur de base », « standard » et « standard avancé », pour le risque opérationnel.

Pilier 2 : Dispositif sur les processus de surveillance des risques et l'adéquation des fonds propres internes.

Pilier 3 : Dispositif sur la discipline de marché imposant une transparence accrue en matière d'information sur les publications financières et sur les risques.

Dès la publication des textes par le Régulateur, le Crédit du Maroc a engagé un chantier de mise en conformité avec les dispositions réglementaires.

Pour le pilier 1, le Crédit du Maroc a opté pour la méthode « standard » en ce qui concerne le risque de crédit, la « Méthode de base » pour le risque opérationnel.

4. PERSPECTIVES

Le Crédit du Maroc compte poursuivre la mise en œuvre de l'usage des indicateurs bâlois avancés, qui entraîneront de profonds changements dans la conduite des activités.

Ces changements visent notamment à :

- adapter la politique d'allocation des fonds propres aux activités ;
- mieux prendre en compte les évolutions dans les processus d'octroi (consommation des Fonds propres, rentabilité, coût du risque, etc.) ;
- garantir la fiabilité des informations sur les risques, etc.
- Renforcer la capacité d'anticipation des risques.

Les processus impactés ont été identifiés et les chantiers nécessaires à leur adaptation sont engagés selon un planning établi par une équipe projet et validé par le Comité de pilotage des risques, présidé par le Président du Directoire.

5. GESTION DU CAPITAL ET ADÉQUATION DES FONDS PROPRES DU GROUPE

Le troisième pilier de l'accord de Bâle vise à promouvoir la discipline du marché à travers la publication d'un ensemble de données venant compléter la communication financière. L'objectif de cette communication est de permettre aux acteurs du marché d'apprécier les éléments d'information essentiels sur les fonds propres, les expositions aux différents types de risques, le pilotage interne des fonds propres et, par conséquent, l'adéquation des fonds propres du groupe Crédit du Maroc à son profil de risque.

5.1 Composition des Fonds Propres

Le groupe est tenu de respecter sur base individuelle et consolidée un ratio sur fonds propres de base au moins égal à 8,0% (incluant un coussin de conservation de 2,5%), un ratio sur fonds propres de catégorie 1 au moins égal à 9,0% et un ratio sur total fonds propres de catégorie 1 et de catégorie 2 au moins égal à 12,0%.

Les fonds propres prudentiels du groupe Crédit du Maroc sont composés des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2.

Les fonds propres de catégorie 1 sont déterminés à partir des fonds propres de base et des fonds propres additionnels en tenant compte des retraitements prudentiels. Ces retraitements consistent principalement en l'anticipation des dividendes à distribuer, de la déduction des écarts d'acquisition et des actifs incorporels ainsi que des participations ne figurant pas dans le périmètre de consolidation et détenues dans le capital des établissements de crédit et assimilés au Maroc et à l'étranger et des entités exerçant les opérations connexes à l'activité bancaire au Maroc et à l'étranger ainsi que des filtres prudentiels.

Les fonds propres de catégorie 2 sont composés essentiellement de dettes subordonnées dont l'échéance initiale est d'au moins 5 ans. Une décote de 20% annuellement est appliquée aux dettes subordonnées de maturité résiduelle inférieure à 5 ans.

5.2 Ratio de Solvabilité

Au 30 juin 2025, les ratios du Groupe se présentent comme suit :

Évolution Ratio de solvabilité

(en milliers de dirhams)

	30/06/2025	31/12/2024
Fonds propres de catégorie 1	6 768 145	6 629 034
Total fonds propres	7 541 347	7 401 240
Risques pondérés	55 196 259	52 128 896
Ratio sur fonds propres de base (T1)	12,26%	12,72%
Ratio de solvabilité	13,66%	14,20%

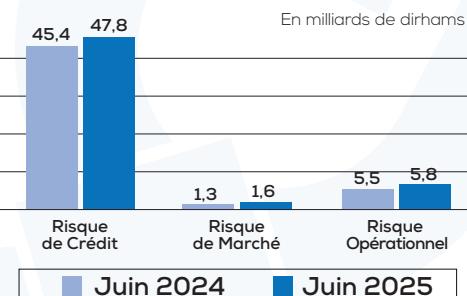
5.3 Exigence en fonds propres et actifs pondérés du groupe Crédit du Maroc

Les risques pondérés sont calculés en approche standard pour les risques de crédit, de contrepartie et les risques du marché et en méthode d'indicateurs de base pour les risques opérationnels.

Pilier I	
Risque couvert	Méthode d'évaluation et de gestion
Risque de crédit	x Méthode standard
Risque de marché	x Méthode standard
Risque opérationnel	x BIA (Basic Indicator Approach)

Évolution des risques pondérés du Crédit du Maroc

En milliards de dirhams



Détail et variation des RWA

(en milliers de dirhams)

	déc-24		juin-25		Variation	
	Actifs pondérés	Exigences en fonds propres	Actifs pondérés	Exigences en fonds propres	Actifs pondérés	Exigences en fonds propres
Risque de crédit	45 358 894	3 628 712	47 827 878	3 826 230	2 468 985	197 519
Dont Souverain	66 078	5 286	53 901	4 312	-12 177	-974
Dont Établissements	1 968 774	157 502	1 840 292	147 223	-128 482	-10 279
Dont Entreprises	30 885 736	2 470 859	33 054 926	2 644 394	2 169 191	173 535
Dont Clientèle de détail	9 915 822	793 266	10 185 049	814 804	269 227	21 538
Risque de Marché	1 272 009	101 761	1 563 129	125 050	291 120	23 290
Risque Opérationnel	5 497 993	439 839	5 805 252	464 420	307 258	24 581
Total	52 128 896	4 170 312	55 196 259	4 415 701	3 067 363	245 389

1. Risque de crédit

Le montant du risque de crédit pondéré est calculé en multipliant les éléments d'actifs et du hors bilan par les coefficients de pondération prévus par la réglementation. Le risque de crédit dépend essentiellement de la nature de l'engagement et de la contrepartie.

Le risque pondéré est calculé à partir de l'exposition nette atténuée par les garanties ou les suretés et pondérée par le taux de pondération.

Les engagements hors bilan sont également pondérés par le facteur de conversion risque crédit.

2. Risque de marché

Les risques de marché sont définis comme les risques de pertes liés aux variations des prix de marché. Ils recouvrent :

- les risques relatifs aux instruments inclus dans le portefeuille de négociation ;
- le risque de change et le risque sur produits de base encourus pour l'ensemble des éléments du bilan et du hors bilan autres que ceux inclus dans le portefeuille de négociation.

Le risque de marché est composé du :

• Risque de taux d'intérêt

Le calcul du risque de taux d'intérêt concerne les produits de taux faisant partie du portefeuille trading. Celui-ci est la somme du risque général de taux et risque spécifique de taux.

Le calcul des exigences en fonds propres au titre du risque de taux d'intérêt général se fait selon la méthode de l'échéancier. Le risque spécifique est calculé à partir de la position nette, sa pondération dépend de la nature de l'émetteur du titre et de la maturité.

• Risque sur titres de propriété

Le calcul du risque sur les titres de propriété concerne : les positions sur actions, options sur actions, futures sur actions, options sur index, autres dérivés avec comme sous-jacent une action ou un index. Celui-ci est la somme du risque général sur titre de propriété et du risque spécifique sur titre de propriété.

L'exigence en fonds propres au titre du risque général sur titres de propriétés représente 8% de la position nette globale.

Le risque spécifique est calculé sur la position globale en appliquant les pondérations listées par le régulateur suivant la nature de l'actif.

• Risque de change

L'exigence en Fonds propres au titre du risque de change est calculée lorsque la position nette globale dépasse 2% des capitaux de base. La position nette globale correspond à la position la plus forte entre la somme des positions courtes et celle des positions longues pour la même devise.

Détail Risque de marché

(en milliers de dirhams)

Exigences en fonds propres	31/12/2024	30/06/2025
Risque de taux	91 039	77 506
Risque spécifique de taux	892	0
Risque général de taux	90 147	77 506
Risque de change	10 722	47 545
Total	101 761	125 050

3. Risque opérationnel

Le risque opérationnel est calculé à l'aide des PNB annuels des trois derniers exercices en utilisant la méthode des indicateurs de base.

L'exigence en fonds propres est 15% x la moyenne du PNB des trois derniers exercices.

5.4 ICAAP (Internal Capital Adequacy Process)

Le processus d'évaluation et d'adéquation du capital interne est un processus qui vise, d'une part à assurer en permanence un équilibre entre les fonds propres de la banque et l'ensemble des risques encourus, et anticiper tout déséquilibre pouvant nuire à sa viabilité financière et la continuité de son activité et d'autre part, à mettre en œuvre les solutions de rétablissement appropriées.

C'est un processus qui apporte une contribution substantielle à l'évaluation :

- Du modèle d'activité de la banque
- De la gouvernance interne et la gestion globale des risques
- Des risques majeurs – appétence aux risques
- Des exigences en capital réglementaire et interne
- Du pilotage des fonds propres prudentiels (pilier 1 et 2)

La démarche ICAAP est un processus en enrichissement continu, qui évolue à la demande des dirigeants, pour prendre en compte les évolutions réglementaires (Directive 3/W/2021 et exigences croissantes de BAM) et intégrer les meilleures pratiques internationales.

Le cadre général d'appétence aux risques présente l'ICAAP comme l'un de ses dispositifs opérationnels clés.

Pour l'exercice ICAAP 2021, ce cadre a été respecté et enrichi. Ainsi, le Conseil de Surveillance a été régulièrement informé des évolutions significatives de l'ICAAP, les comptes rendus du Comité des risques lui ont été régulièrement faits. Les dernières évolutions de l'ICAAP ont été inscrites à l'ordre du jour de la réunion du Directoire.

L'appropriation du dispositif s'est enfin renforcée via :

- Une formation ICAAP dispensée aux membres du Directoire ainsi qu'aux membres du Conseil de Surveillance en 2021 ;
- Une prise en charge renforcée par la Direction Financière, qui assure la centralisation du dispositif ICAAP, et qui a réalisé, sur l'exercice écoulé, d'importants travaux d'amélioration et de renforcement du dispositif (Cf. Evolutions majeures intégrées dans le dispositif ICAAP 2021) ;
- Un appui technique d'un cabinet externe dans une perspective d'amélioration continue du dispositif ICAAP et afin d'intégrer les meilleures pratiques internationales.
- Les éléments clés de l'ICAAP sont intégrés aux états de reporting adressés aux instances dirigeantes, ainsi qu'au Conseil Surveillance, et enrichis d'une dimension prospective régulièrement actualisée.

COÛT DU RISQUE (2.1)

CONSOLIDÉ	(En milliers de DH)	30/06/2025	30/06/2024
Dépréciations sur actifs sains (Bucket 1 et Bucket 2)	-78 836	-24 673	
Bucket 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	-12 826	-4 358	
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-422	522	
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-9 223	-4 264	
Engagements par signature	-3 181	-616	
Bucket 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	-66 010	-20 315	
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-63 359	-11 016	
Engagements par signature	-2 651	-9 299	
Dépréciations sur actifs dépréciés (Bucket 3)	-	-	
Bucket 3 : Actifs dépréciés	7 193	-43 742	
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	1 897	-73 959	
Engagements par signature	5 296	30 216	
Autres actifs	-30 495	-18 688	
Risques et charges	-7 119	-18 874	
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-109 257	-105 978	
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés	-	-	
Gains ou pertes réalisées sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés	-	-	
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables	-38 405	-14 673	
Récupérations sur prêts et créances comptabilisés au coût amorti	17 799	8 780	
comptabilisés en capitaux propres recyclables	17 799	8 780	
Décotes sur crédits restructurés	-	-	
Pertes sur engagements par signature	-	-	
Autres pertes	-	-	
Autres produits	-	-	
Coût du risque de crédit	-129 863	-111 870	

PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS (2.2)

	(En milliers de DH)	30/06/2025	30/06/2024
Sur les actifs financiers au coût amorti		1 581 181	1 504 590
Opérations avec les établissements de crédit		105 144	126 206
Opérations internes au Crédit du Maroc		-	-
Opérations avec la clientèle		1 395 312	1 330 400
Opérations de location-financement		80 725	47 984
Titres de dettes		-	-
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		26 309	34 371
Opérations avec les établissements de crédit		-	-
Opérations avec la clientèle		-	-
Titres de dettes		26 309	34 371
Intérêts courus et échus des instruments de couverture		-	-
Autres intérêts et produits assimilés		6 703	5 069
Produits d'intérêts		1 614 194	1 544 030
Sur les passifs financiers au coût amorti		233 908	262 412
Opérations avec les établissements de crédit		28 029	36 422
Opérations internes au Crédit du Maroc		-	-
Opérations avec la clientèle		205 880	225 990
Opérations de location-financement		-	-
Dettes représentées par un titre		-	-
Dettes subordonnées		-	-
Intérêts courus et échus des instruments de couverture		-	-
Autres intérêts et charges assimilées		72 896	95 146
Charges d'intérêts		306 804	357 557

PRODUITS ET CHARGES DE COMMISSIONS (2.3)

LIBELLE	(En milliers de DH)	30/06/2025			30/06/2024		
		Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit		-	-	-	-	-	-
Sur opérations internes		-	-	-	-	-	-
Sur opérations avec la clientèle		34 920	-	34 920	32 887	-	32 887
Sur opérations sur titres		-	-	-	-	-	-
Sur opérations de change		3 357	1 362	1 995	4 848	1 502	3 345
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan		-	-	-	-	-	-
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers		228 291	31 609	196 682	215 466	22 872	192 594
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues		24 745	812	23 932	17 587	144	17 443
Produits nets des commissions		291 313	33 784	257 529	270 788	24 519	246 269

GAINS ET PERTES SUR AUTRES ACTIFS (2.4)

(En milliers de DH)	30/06/2025	30/06/2024
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	10 552	-3 547
Plus values de cession	15 998	35
Moins value de cession	-5 446	-3 582
Titres de capitaux propres consolidés	-	-
Plus values de cession	-	-
Moins value de cession	-	-
Gains ou pertes sur autres actifs	10 552	-3 547

GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT (2.5)

(En milliers de DH)	30/06/2025	30/06/2024
Dividendes reçus	-	393
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	103 012	63 683
Plus ou moins values de cessions réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	7 317	6 656
Plus ou moins values de cessions réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	152 486	148 152
Résultat de la comptabilité de couverture	-	-
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	262 815	218 885

GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES (2.6)

(En milliers de DH)	30/06/2025	30/06/2024
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	-	-
Dont dividendes sur instruments décomptabilisés au cours de la période	-	-
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT (3.1)

(En milliers de DH)	30/06/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires créditeurs	106 787	301 338
Emprunts de trésorerie au jour le jour	-	200 014
Emprunts de trésorerie à terme	1 104 238	248 312
Valeurs données en pension au jour le jour	-	-
Valeurs données en pension à terme	884 694	-
Emprunts financiers	463 372	780 339
Autres	148 444	208 765
Valeur au bilan	2 707 535	1 738 769

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE (3.1)

(En milliers de DH)	30/06/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires créditeurs	41 077 306	39 853 887
Comptes à terme	5 441 545	5 915 437
Comptes d'épargne	10 099 854	10 095 790
Autres comptes créditeurs	1 400 793	1 132 771
Valeur au bilan	58 019 498	56 997 885

DETTE REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE (3.1)

(En milliers de DH)	30/06/2025	31/12/2024
Bons de caisse	-	-
Certificats de dépôt	2 909 274	3 180 479
Titres de créances négociables	-	-
Emprunts obligataires	-	-
Autres dettes représentées par un titre	-	-
Valeur au bilan	2 909 274	3 180 479

ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI (3.2)

(En milliers de DH)	30/06/2025	31/12/2024
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 598 371	5 665 530
Prêts et créances sur la clientèle	59 997 783	56 622 038
Titres de dettes	1 210 038	915 291
Valeur au bilan	65 806 192	63 202 858

TITRES AU COÛT AMORTI (3.2)

(En milliers de DH)	30/06/2025	31/12/2024
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 210 038	915 291
Total	1 210 038	915 291
Dépréciations	-	-
Valeur au bilan	1 210 038	915 291

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU COÛT AMORTI (3.2)

	30/06/2025	31/12/2024
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	2 835 449	3 914 718
dont comptes ordinaires débiteurs non douteux (1)	2 835 449	3 914 718
dont comptes et prêts au jour le jour non douteux (1)	-	-
Valeurs reçues en pension	1 400 002	1 308 562
Titres reçus en pension livrée	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Autres prêts et créances	368 007	447 429
Valeur brute	4 603 458	5 670 710
Dépréciations	-5 087	-5 180
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	4 598 371	5 665 530
Opérations internes au Crédit du Maroc		
Comptes ordinaires	-	-
Comptes et avances à terme	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Total prêts et créances internes au Crédit du Maroc	-	-
Valeur au bilan	4 598 371	5 665 530

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU COÛT AMORTI (3.2)

	30/06/2025	31/12/2024
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	12 886 807	12 093 965
Autres concours à la clientèle	42 716 635	40 956 222
Valeurs reçues en pension	1 352 196	1 633 453
Titres reçus en pension livrée	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Créances nées d'opérations d'assurance directe	-	-
Créances nées d'opérations de réassurance	-	-
Avances en comptes courants d'associés	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	3 716 045	2 969 414
Valeur brute	60 671 682	57 653 054
Dépréciations	-3 623 906	-3 548 988
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	57 047 776	54 104 067
Opérations de location-financement		
Location-financement immobilier	684 837	649 448
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	2 422 131	2 019 366
Valeur brute	3 106 968	2 668 814
Dépréciations	-156 960	-150 843
Valeur nette des opérations de location-financement	2 950 008	2 517 971
Valeur au bilan	59 997 783	56 622 038

RÉPARTITION DES CRÉANCES, ENGAGEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS PAR BUCKETS SOUS IFRS 9 (3.2)

30/06/2025	Créances et engagements			Dépréciations		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 917 273	-	-	1 615	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	1 917 273	-	-	1 615	-	-
Actifs financiers au coût amorti	60 357 279	5 036 501	4 198 367	201 110	598 833	2 986 010
Prêts et créances sur les établissements de crédit et banques centrales	4 378 425	225 034	-	5 041	46	-
Prêts et créances sur la clientèle	54 768 817	4 811 467	4 198 367	196 069	598 787	2 986 010
Titres de dettes	1 210 038	-	-	-	-	-
Actifs financiers	62 274 552	5 036 501	4 198 367	202 726	598 833	2 986 010
Engagements Hors bilan	4 501 175	221 613	153 359	17 488	46 907	150 081
31/12/2024	Créances et engagements			Dépréciations		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	676 297	-	-	1194	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	676 297	-	-	1194	-	-
Actifs financiers au coût amorti	57 378 262	5 298 140	4 231 467	191 606	522 581	2 990 823
Prêts et créances sur les établissements de crédit et banques centrales	5 445 676	225 034	-	5 134	46	-
Prêts et créances sur la clientèle	51 017 295	5 073 106	4 231 467	186 473	522 535	2 990 823
Titres de dettes	915 291	-	-	-	-	-
Actifs financiers	58 054 558	5 298 140	4 231 467	192 800	522 581	2 990 823
Engagements Hors bilan	4 484 225	236 494	166 012	14 426	44 256	155 377

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES (3.3)

	30/06/2025			31/12/2024		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	1 915 657	6 347	-	675 103	2 267	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	-	-	-	-	-	-
Total	1 915 657	6 347	-	675 103	2 267	-

INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES (3.3)

(En milliers de DH)
30/06/2025
Valeur au bilan
Gains latents
Pertes latentes
31/12/2024
Valeur au bilan
Gains latents
Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées
Obligations et autres titres à revenu fixe
Total des titres de dettes
Prêts et créances sur les établissements de crédit
Prêts et créances sur la clientèle
Total des prêts et créances
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables
Impôts
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôts)
30/06/2025
Valeur au bilan
Gains latents
Pertes latentes
31/12/2024
Valeur au bilan
Gains latents
Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées
Obligations et autres titres à revenu fixe
Total des titres de dettes
Prêts et créances sur les établissements de crédit
Prêts et créances sur la clientèle
Total des prêts et créances
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables
Impôts
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôts)

COMPTE DE RÉGULARISATION, AUTRES ACTIFS ET PASSIFS (3.4)

	30/06/2025			31/12/2024		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	-	-	-	1 982	-	3 136
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	-	-	-	51 760	-	5 297
Comptes d'encaissement	-	-	-	-	-	-
Part des réassureurs dans les provisions techniques	-	-	-	-	-	-
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	-	-	-	72 573	-	44 547
Autres débiteurs et actifs divers	-	-	-	582 603	-	533 727
TOTAL DES COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	708 917	-	-	586 707	-	-
Dépôts de garantie reçus	-	-	-	-	-	-
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	-	-	-	262 126	-	58 200
Comptes d'encaissement	-	-	-	-	-	-
charges à payer et produits constatés d'avance	-	-	-	513 171	-	502 515
Autres créditeurs et passifs divers	-	-	-	2 275 110	-	1 682 733
TOTAL DES COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	3 050 407	-	-	2 243 448	-	-

AUTRES ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT (3.5)

	(En milliers de DH)	
	30/06/2025	31/12/2024
Actions et autres titres à revenu variable	232 837	206 737
Titres de participation non consolidés	38 567	34 380
Total Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	271 404	241 116

ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION (3.5)

	(En milliers de DH)	
	30/06/2025	31/12/2024
Instruments de capitaux propres	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
Titres de dettes	3 880 865	4 526 650
Effets publics et valeurs assimilées	3 880 865	4 169 783
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	356 867
OPCVM	-	-
Prêts et créances	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-
Créances sur la clientèle	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-
Instruments dérivés	51 625	17 420
Valeur au bilan	3 932 490	4 544 070

AUTRES ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT (3.5)

	(En milliers de DH)	
	30/06/2025	31/12/2024
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	3 932 490	4 544 070
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	271 404	241 116
Instruments de capitaux propres	271 404	241 116
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Valeur au bilan	4 203 894	4 785 186
Dont Titres prêtés	-	-

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES (3.6)

	30/06/2025		31/12/2024	
	Valeur comptable totale (de toutes les immo incorporelles)	Valeur comptable totale (de toutes les immo corporelles)	Valeur comptable totale (de toutes les immo incorporelles)	Valeur comptable totale (de toutes les immo corporelles)
Pertes de valeur comptabilisées en résultat	-	-	-	-
Reprises de pertes de valeur en résultat	-	-	-	-
Solde de clôture	1 832 136	2 751 271	1 671 127	2 710 542
Cumul des dépréciations	-	-	-	-
Cumul des amortissements	859 820	1 260 282	758 752	1 212 659
Actifs détenus dans le cadre d'un contrat de location-financement	-	-	-	-
Actifs loués en location-simple	-	-	-	-

PROVISIONS PASSIF (3.7)

	Risques légaux et fiscaux	Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	Engagements de prêts et garanties (Les EPS)	Contrats déficitaires	Autres provisions	Valeur comptable totale
Solde de clôture au 31.12.2024	96 502	92 983	214 060	-	150 902	554 446
Dotations	14 153	4 009	5 832		2 190	26 184
Montants utilisés	3 857				152	4 009
Montants non utilisés repris au cours de la période	1 542		5 296		1 614	8 452
Autres mouvements		-1167			6 043	4 876
Solde de clôture au 30.06.2025	105 256	95 825	214 596	-	157 368	573 045

IMPÔTS EXIGIBLES ET DIFFÉRÉS (3.8)

(En milliers de DH)

Impôts courants et impôts différés	30/06/2025	31/12/2024
Impôts courants	20 047	5 830
Impôts différés	165 995	149 903
Actifs d'impôts courants et différés	186 042	155 733
Impôts courants	171 544	189 008
Impôts différés	5 003	5 003
Passifs d'impôts courants et différés	176 548	194 011
Charge d'impôts courants	422 827	558 455
Charge nette d'impôts différés de l'exercice	-21 920	-5 861
Charges nette de l'impôt sur les bénéfices	400 907	552 594
Le taux effectif d'impôt	30/06/2025	31/12/2024
Résultat net	445 147	740 949
Charges d'impôt sur les bénéfices	400 907	552 594
Taux d'impôt effectif moyen en %	47,39%	42,72%
Analyse du taux effectif d'impôt	30/06/2025	31/12/2024
Taux d'impôt en vigueur en %	40,00%	39,25%
Défibrétiel de taux d'imposition des entités étrangères	-	-
Imposition forfaitaire	-	-
Défibrétiel permanentes	-	-
Changeement de taux	-	-
Déficit reportable	-	-
Autres éléments	7,39%	3,47%
Taux d'impôt effectif moyen	47,39%	42,72%

CONTRATS DE LOCATION - ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION : VARIATION (PRENEUR) (3.6)

(En milliers de DH)

	31/12/2024	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	30/06/2025
Immobilier				
Valeur brute	125 284	3 910	-	129 195
Amortissements et dépréciations	-55 528	-6 576	1 951	-60 154
Total Immobilier	69 756	-2 666	1 951	69 041
Mobilier				
Valeur brute	16 712	3 151	-	19 863
Amortissements et dépréciations	-12 779	-1 624	-	-14 403
Total Mobilier	3 933	1 527	-	5 460
Total Droits d'utilisation	73 689	-1 139	1 951	74 501

ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION (PRENEUR) (3.6)

(En milliers de DH)

	30/06/2025	31/12/2024
Immobilisations corporelles	1 490 989	1 497 883
dont : Droits d'utilisation des contrats de location	74 501	73 689

PASSIFS AU TITRE DE LA DETTE LOCATIVE (3.6)

(En milliers de DH)

	30/06/2025	31/12/2024
Intérêts et charges assimilées	-306 804	-718 942
dont : Charges d'intérêts sur dettes locatives	-1 391	-2 009
Charges générales d'exploitation	-673 050	-1 345 385
dont : Charges relatives aux contrats de location court terme et de faible valeur	-5 451	-3 472
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	-136 118	-259 704
dont : Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	-8 201	-15 328

DÉTAIL DES CHARGES DE CONTRATS DE LOCATION (3.6)

(En milliers de DH)

	30/06/2025	31/12/2024
Intérêts et charges assimilées	-306 804	-718 942
dont : Charges d'intérêts sur dettes locatives	-1 391	-2 009
Charges générales d'exploitation	-673 050	-1 345 385
dont : Charges relatives aux contrats de location court terme et de faible valeur	-5 451	-3 472
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	-136 118	-259 704
dont : Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	-8 201	-15 328

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT (3.9)

(En milliers de DH)

	30/06/2025	31/12/2024
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	28 939	25 134
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Valeur au bilan	28 939	25 134

PASSIFS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION (3.9)

(En milliers de DH)

	30/06/2025	31/12/2024
Titres vendus à découvert	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-
Instruments dérivés	28 939	25 134
Valeur au		

TRANSFERT PAR BUCKETS DES ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI : PRÊTS ET CRÉANCES CLIENTÈLE

(En milliers de DH)

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Valeur comptable brute	Correction de Valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de Valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de Valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de Valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a)+(b)
Au 31 décembre 2024	51 017 295	-186 473	5 073 106	-522 535	4 231 467	-2 990 823	60 321 868	-3 699 831	56 622 038
Transfert d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	698 642	-19 632	-801 261	-102 762	102 620	-487 412	-	-609 806	-
Transfert de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2)	-1131 232	6 937	1131 232	-118 008	-	-	-	-111 070	-
Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1)	1 890 917	-26 976	-1 890 917	7 266	-	-	-	-19 710	-
Transfert vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)	-64 399	454	-147 354	20 896	211 754	-545 105	-	-523 755	-
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2) / ECL 12 mois (Bucket 1)	3 356	-47	105 778	-12 916	-109 134	57 693	-	44 730	-
Total après transfert	51 715 936	-206 105	4 271 845	-625 298	4 334 087	-3 478 234	60 321 868	-4 309 636	56 012 232
Variation des Valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	3 052 880	10 035	539 622	26 511	-135 720	492 224	3 456 782	528 770	-
Nouvelles production : achat, octroi, organisation...	15 304 020	-30 100	1 055 031	-80 714	-	-	16 359 051	-110 814	-
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-11 677 850	15 607	-478 754	85 417	-545 105	288 220	-12 701 709	389 244	-
Passage à perte	-	-	-	-	-31 453	31 453	-31 453	31 453	-
Modification de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-573 290	24 529	-36 655	21 808	440 837	172 551	-169 107	218 887	-
TOTAL	54 768 817	-196 069	4 811 467	-598 787	4 198 367	-2 986 010	63 778 650	-3 780 867	59 997 783
Variations de la Valeur comptable	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) ^(a)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Au 30 juin 2025	54 768 817	-196 069	4 811 467	-598 787	4 198 367	-2 986 010	63 778 650	-3 780 867	59 997 783
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-	-	-	-	-	-	-	-	-

INFORMATIONS SUR LES CONTRATS DE LOCATION FINANCEMENT

Les contrats de Leasing sont classés en tant que contrats de location financement. La quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété est transférée au preneur locataire.
Le contrat de location donne au preneur l'option d'acheter l'actif à un prix suffisamment inférieur à sa juste valeur à la

date à laquelle l'option peut être levée. En effet, la valeur résiduelle est de 1% du montant de financement pour le mobilier et de 10% pour l'immobilier.

La durée du contrat de location couvre la majeure partie de la vie économique de l'actif loué.

La valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location s'élève à la totalité de la juste valeur de l'actif loué. Dans le bilan, les actifs donnés en location sont comptabilisés comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location.

(En milliers de DH)

Durée résiduelle	Pour le Bailleur			
	Investissement brut total	Valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir au titre de la location	Produits financiers non acquis	Correction de valeur cumulée des paiements minimaux au titre de la location non recouvrables
≤1 an	975 074	801 622	173 452	780 059
>1 an ≤ 5 ans	2 142 904	1 881 864	261 040	1 714 323
>5 ans	217 823	195 277	22 545	174 258
TOTAL	3 335 800	2 878 763	457 037	2 668 640

INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

(En milliers de DH)

Montants à payer aux parties liées et montants à en recevoir	Société-mère	Filiales	Principaux dirigeants de l'entité ou de sa société-mère	Entités contrôlées par la même société mère	Autres parties liées	Total
Actifs : prêts et avances	297 264	166 994	-	244 264	-	708 523
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-
Autres créances	-	995	-	-	-	995
Total des actifs	297 264	167 989	-	244 264	-	709 518
Passifs : dépôts et emprunts	-	3 001 835	-	3 536	-	3 005 371
Autres passifs financiers	-	-	-	-	-	-
Titres de dette	-	-	-	-	-	-
Passifs subordonnés	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	768	-	-	-	768
Autres passifs	-	58 590	-	-	-	58 590
Total des passifs	-	3 061 193	-	3 536	-	3 064 729
Garanties émises par le groupe	-	1 867 430	-	-	-	1 867 430
Garanties reçues par le groupe	-	-	-	-	-	-
Dépréciations des créances douteuses	-	-	-	-	-	-

Charges et produits générés par des transactions entre parties liées	Société-mère	Filiales	Principaux dirigeants de l'entité ou de sa société-mère	Entités contrôlées par la même société mère	Autres parties liées	Total
Total des charges dont :	26 895	48 815	-	-	-	75 709
Charges d'intérêts	-	42 875	-	-	-	42 875
Honoraires et commissions	-	56	-	-	-	56
Autres charges	26 895	5 884	-	-	-	32 778
Total des produits dont :	2 260	64 047	-	2 726	-	69 033
Produits d'intérêts	2 213	1 678	-	1 974	-	5 865
Honoraires et commissions	47	-	-	752	-	800
Autres produits	-	108	-	-	-	108
Produits de dividendes	-	62 260	-	-	-	62 260

Les parties liées au Crédit du Maroc sont les filiales consolidées, la société mère Holmarcom ainsi que les entités contrôlées par le groupe Holmarcom. Conformément aux mécanismes financiers internes au Crédit du Maroc, les opérations conclues entre Crédit du Maroc et ses filiales sont présentées au bilan et au compte de résultat en opérations internes au Crédit du Maroc (notes 2.2 "Produits et charges d'intérêts", 2.3 "Produits et charges de commissions" et 3.2 "Actifs financiers au coût amorti" et 3.4 « Comptes de régularisation Autres Actifs et Passifs »).

VENTILATION DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE CONTRACTUELLE

(En milliers de DH)

	30/06/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	1 304 484	-	-	-	-	1 304 484
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	50 807	519 138	2 371 672	990 056	818	3 932 490
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	202 056	299 666	407 204	766 735	239 996	1 915 657
Actifs financiers au coût amorti	6 519 796	4 110 737	18 473 228	20 222 409	16 480 023	65 806 192
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
Total Actifs financiers par échéance	8 077 143	4 929 540	21 252 104	21 979 200	16 720 837	72 958 823
Banques centrales	-	-	-	-	702	702
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	28 939	-	-	-	-	28 939
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers au coût amorti	2 739 639	5 245 048	53 009	-	52 689 338	60 727 033
Dettes subordonnées	-	-	1 261 856	-	-	1 261 856
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
Total Passifs financiers par échéance	2 768 578	5 245 048	1 314 864	-	52 690 040	62 018 530
	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	2 235 047	-	-	-	-	2 235 047
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	16 602	1 201 987	1 740 104	1 584 559	818	4 544 070
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 018	563 586	77 656	-	31 843	675 103
Actifs financiers au coût amorti	7 544 154	5 055 045	14 308 379	20 366 746	15 928 534	63 202 858
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
Total Actifs financiers par échéance	9 797 821	6 820 619	16 126 139	21 951 305	15 961 195	70 657 078
Banques centrales	-	-	-	-	702	702
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	25 134	-	-	-	-	25 134
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers au coût amorti	2 489 790	4 623 808	169 728	-	51 453 328	58 736 654
Dettes subordonnées	-	-	1 237 163	-	-	1 237 163
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
Total Passifs financiers par échéance	2 514 925	4 623 808	1 406 891	-	51 454 030	59 999 653

ENGAGEMENTS DE PRÊTS, GARANTIES FINANCIÈRES ET AUTRES ENGAGEMENTS AU 30/06/2025

(En milliers de DH)

	Montants notoriens
Engagements de prêt	9 078 955
Donnés :	9 078 955
Administrations centrales	-
Etablissements de crédit	1 076 012
Institutions non établissements de crédit	-
Grandes entreprises	7 881 484
Clientèle de détail	121 458
Reçus :	-
Garanties financières	5 154 350
Données :	3 249 116
Administrations centrales	-
Etablissements de crédit	460
Institutions non établissements de crédit	-
Grandes entreprises	3 232 810
Clientèle de détail	15 846
Reçus :	-
Administrations centrales	-
Etablissements de crédit	1 905 234
Institutions non établissements de crédit	-
Grandes entreprises	-
Clientèle de détail	-
Dérivés de crédit reçus	-
Autres engagements	-
Donnés	-
Reçus	-
Engagements et garanties financières en défaut	-
- Engagements de prêt donnés :	-
- Garanties financières données :	-
- Autres engagements donnés à une autre contrepartie :	-

INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle de Crédit du Maroc, filiale du Groupe Holmarcom S.A., est articulée autour des pôles d'activités suivants :

BANQUE MAROC ET INTERNATIONALE

comprenant Crédit du Maroc SA, Crédit du Maroc capital Bourse, Crédit du Maroc Patrimoine, Crédit du Maroc Assurance, Société Financière et Immobilière Marocaine et Crédit du Maroc Internationale ;

SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT SPÉCIALISÉES

comprenant Crédit du Maroc Leasing et Factoring

Chacun de ces métiers enregistre les charges et produits, actifs et passifs qui lui sont rattachés après élimination des transactions intragroupe.

(En milliers de DH)

Compte de Résultat Juin 2025	Banque Maroc et internationale	Sociétés de financement spécialisées	Eliminations	Total
Marge d'intérêts	1 258 684	48 705	-	1 307 389
Marge sur commissions	258 902	-51	-1 322	257 529
Produit net bancaire	1 790 178	52 573	-68 219	1 774 532
Charges de fonctionnement	-664 617	-14 425	5 992	-673 050
Résultat d'exploitation	868 576	29 153	-62 227	835 502
Résultat net	493 002	14 372	-62 227	445 147
Résultat net part groupe	493 002	14 372	-62 227	445 147

(En milliers de DH)

Bilan Juin 2025	Banque Maroc et internationale	Sociétés de financement spécialisées	Eliminations	Total
Total Bilan	76 960 403	3 431 704	-3 803 617	76 588 490
dont	-	-	-	-
Éléments de l'Actif	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4 569 798	-	-365 905	4 203 894
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 915 657	-	-	1 915 657
Prêts et créances sur les Etablissements de crédit et assimilés, au coût amorti	7 767 198	56	-3 168 882	4 598 371
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	56 923 027	3 147 386	-72 629	59 997 783
Immobilisations corporelles	1 616 184	3 354	-128 549	1 490 989
Éléments du Passif	-	-	-	-
Dettes envers les Etablissements de crédit et assimilés	2 904 349	2 811 410	-3 008 223	2 707 535
Dettes envers la clientèle	58 113 436	151 345	-245 283	58 019 498
Capitaux propres	8 174 906	170 592	-481 205	7 864 293

ÉVOLUTION DU CAPITAL ET RÉSULTAT PAR ACTION

COMPOSITION DU CAPITAL AU 30 JUIN 2025

Au 30 juin 2025, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
A - ACTIONNAIRES MAROCAINS			
HOLMARCOM FINANCE COMPANY	5 941 968	54,61	54,61
ATLANTASANAD	1 201 744	11,04	11,04
WAFA ASSURANCE	1 168 523	10,74	10,74
AUTRES	2 568 979	23,61	23,61
Total	10 881 214	100,00	100,00

La valeur nominale des actions est de 100 DH. Ces actions sont entièrement libérées. À la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre actionnaire déttenant directement ou indirectement 5% ou plus du capital ou des droits de vote.

DIVIDENDES

Au titre de l'exercice 2024, le conseil de surveillance décide de proposer aux actionnaires un dividende brut par action de 41,70 DH.

	2024	2023	2022
Dividendes (en dirhams)			
Dividende par action	41,70	34,20	27,00
Résultat net par action (en dirhams)			
Résultat net part du groupe par action	68,09	46,23	37,15

AVANTAGES AU PERSONNEL

L'engagement actualisé est calculé selon la méthode des unités de crédits projetées en tenant compte des hypothèses actuarielles, des augmentations de salaires, de l'âge de départ en retraite, de la mortalité, de la rotation du personnel ainsi que des taux d'actualisation.

Les modifications d'hypothèses actuarielles, ou la différence entre ces hypothèses et la réalité, donnent lieu à des écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi et qui sont comptabilisés en capitaux propres selon la méthode du SORIE, par contre, pour les avantages à long terme et les indemnités de fin de contrat de travail, ils continueront à être comptabilisés directement en résultat.

Le calcul est effectué par individu et la population est sélectionnée à la date de l'arrêté.

RÉGIME À PRESTATIONS DÉFINIES :

Prime fin de carrière

- Prime servie aux collaborateurs au moment de leur départ en retraite ou en cas de décès.
- L'ancienneté minimum requise est de 20 ans
- Le montant de la prime est calculé en fonction du salaire au moment de la retraite et d'un coefficient déterminé par le nombre d'années d'ancienneté.
- Le montant de l'engagement dépend :
 - de l'évolution du salaire,
 - du nombre d'années d'ancienneté,
 - de la probabilité de survie (table de mortalité),
 - de la probabilité de présence (turn over),
 - du nombre d'années restant à la retraite et du taux d'actualisation.

Prime de Fidélité

- Prime servie aux collaborateurs à l'ancienneté de 15, 20, 25, 30, 35 et 45 ans.
- Le montant de la prime est déterminé à partir d'un barème et du salaire au moment de l'octroi.
- Le montant de l'engagement dépend :
 - de l'évolution du salaire,
 - du nombre d'années d'ancienneté (barème),
 - de la probabilité de survie (table de mortalité),
 - de la probabilité de présence (turn over),
 - du nombre d'années restant à l'octroi et du taux d'actualisation.

Couverture Médicale

La CMIM, système de couverture médicale, est considérée comme un régime multi-employeurs à prestations définies. En l'absence d'informations suffisantes pour déterminer la part d'obligation qui revient au Crédit du Maroc, elle est traitée comptablement comme un régime à cotisations définies.

INDEMNITÉS DE FIN CONTRAT DE TRAVAIL

Indemnité de départ volontaire

- Régie par un protocole d'accord au niveau du GPBM, l'indemnité de départ volontaire permet aux salariés, et après accord du Directoire, de faire valoir leur droit à la retraite anticipée selon les critères d'éligibilité suivants :
 - à partir de 50 ans révolus pour les femmes
 - à partir de 55 ans révolus pour les hommes
 - avoir une ancienneté minimum de 21 ans de service

• Le montant de l'indemnité est calculé en fonction du salaire au moment du départ et d'un barème basé sur l'âge du collaborateur.

• Le montant de l'engagement dépend :

- de l'évolution du salaire,
- de l'âge au moment du départ (barème),
- de la proportion des collaborateurs intéressés par le départ volontaire,
- de la probabilité de survie (table de mortalité),
- de la probabilité de présence (turn over),
- du nombre d'années restant à l'octroi et du taux d'actualisation.

(En milliers de DH)

	30/06/2025	31/12/2024
Provisions pour prime de fin carrière	44 347	42 940
Provisions pour indemnité de départ volontaire	9 857	9 507
Provisions pour prime de fidélité	41 814	40 692
Total	96 019	93 139
	30/06/2025	31/12/2024
Taux d'actualisation	2,5%	2,7%

COMPTABILISATION ENGAGEMENTS SOCIAUX

Le Groupe Crédit du Maroc a opté pour la comptabilisation des écarts actuariels relatifs aux engagements sociaux postérieurs à l'emploi (prime de fin de carrière) en capitaux propres selon la méthode du SoRIE (Statement Of Recognised Income and Expenses).

Les avantages au personnel entrant dans les catégories IAS 19 des autres avantages long terme (Prime de fidélité) et des indemnités de fin de contrat de travail (Prime de départ volontaire) continueront à être comptabilisés en résultat.

L'impact des écarts actuariels sur engagements sociaux à fin Juin 2025 se présente comme suit :

(En milliers de DH)

	Brut	ID	Net
Impact Compte de Résultat			
Dotation Provision Engagements Sociaux	1 198	-479	719
Impact Capitaux Propres			
Gains et Pertes actuariels/avantages post emploi	38 821	-14 504	24 317

OPÉRATIONS EFFECTUÉES EN DEVISES

(En milliers de DH)

	30/06/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
EURO	1 060 005	1 060 005	1 218 145	1 218 145
USD	958 826	958 826	1 255 313	1 255 313
GBP	74 537	74 537	27 943	27 943
JPY	100	100	1	1
Autres devises	8 296	8 296	7 376	7 376
TOTAL	2 101 764	2 101 764	2 508 778	2 508 778

ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR

(En milliers de DH)

(En milliers de DH)

	30/06/2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3		31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	3 932 490	-	3 932 490	-	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	4 801 788	-	4 801 788	-
Créances sur les établissements de crédit	-				Créances sur les établissements de crédit	-		-	-
Créances sur la clientèle	-				Créances sur la clientèle	-		-	-
Titres reçus en pension livrée	-				Titres reçus en pension livrée	-		-	-
Valeurs reçues en pension	-				Valeurs reçues en pension	-		-	-
Titres détenus à des fins de transaction	3 881 683	-	3 881 683	-	Titres détenus à des fins de transaction	4 785 186	-	4 785 186	-
Effets publics et valeurs assimilées	3 881 683		3 881 683		Effets publics et valeurs assimilées	4 544 070		4 544 070	
Obligations et autres titres à revenu fixe	-		-		Obligations et autres titres à revenu fixe	241 116		241 116	
OPCVM	-		-		OPCVM	-		-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-		-		Actions et autres titres à revenu variable	-		-	-
Instruments dérivés	50 807	-	50 807	-	Instruments dérivés	16 602	-	16 602	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	245 303	-	-	245 303	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	241 116	-	-	241 116
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	42 314	-	-	42 314	Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	38 127	-	-	38 127
Actions et autres titres à revenu variable	-				Actions et autres titres à revenu variable	-			
Titres de participation non consolidés	42 314			42 314	Titres de participation non consolidés	38 127			38 127
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	202 989	-	-	202 989	Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	202 989	-	-	202 989
Créances sur les établissements de crédit	-				Créances sur les établissements de crédit	-		-	-
Créances sur la clientèle	-				Créances sur la clientèle	-		-	-
Titres de dettes	-	-	-		Titres de dettes	-		-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-				Effets publics et valeurs assimilées	-		-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-				Obligations et autres titres à revenu fixe	-		-	-
OPCVM	202 989		-	202 989	OPCVM	202 989	-	-	202 989
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-	-		Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-				Effets publics et valeurs assimilées	-		-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-				Obligations et autres titres à revenu fixe	-		-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-				Actions et autres titres à revenu variable	-		-	-
OPCVM	-				OPCVM	-		-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-		Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-				Créances sur les établissements de crédit	-		-	-
Créances sur la clientèle	-				Créances sur la clientèle	-		-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-		Titres à la juste valeur par résultat sur option	-		-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-				Effets publics et valeurs assimilées	-		-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-				Obligations et autres titres à revenu fixe	-		-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 915 657	-	1 915 657	-	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	675 103	-	675 103	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	-	-	-		Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-		Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	-	-	-		Titres de participation non consolidés	-	-	-	-
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	1 915 657	-	1 915 657	-	Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	675 103	-	675 103	-
Créances sur les établissements de crédit	-				Créances sur les établissements de crédit	-		-	-
Créances sur la clientèle	-				Créances sur la clientèle	-		-	-
Titres de dettes	-	-	-		Titres de dettes	-		-	-
Effets publics et valeurs assimilées	1 915 657		1 915 657		Effets publics et valeurs assimilées	675 103		675 103	
Obligations et autres titres à revenu fixe	-		-		Obligations et autres titres à revenu fixe	-		-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-	-		Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	6 093 450	-	5 848 147	245 303	Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	5 718 007	-	5 476 891	241 116
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques					Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables					Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables					Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux	-	-	-		Total des transferts vers chacun des niveaux	-	-	-	-

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE CONSOLIDÉE PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2025



76, Boulevard Abdelmoumen
Résidence Koutoubia, 7ème étage
Casablanca - Maroc



Ernst & Young
37, Bd Abdellatif Ben Kaddour,
20050, Casablanca, Morocco

GROUPE CREDIT DU MAROC

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITÉ DE LA SITUATION INTERMEDIAIRE CONSOLIDÉE AU 30 JUIN 2025

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de Crédit Du Maroc et ses filiales (Groupe Crédit du Maroc) comprenant le bilan et le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2025. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 7.864.293, dont un bénéfice net de KMAD 445.147.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire consolidée ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe Crédit du Maroc arrêtés au 30 juin 2025, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 28 juillet 2025

Les commissaires aux comptes

Forvis Mazars

forvis mazars
16 Bd Abdelmoumen Rés. Koutoubia
7ème Etage - Casablanca (11)
Taha Faidaous
05 22 42 34 23
Associé

Ernst & Young S.A.R.L
37, Boulevard Abdellatif Ben Kaddour
CASABLANCA - MOROCCO TEL: +212 522 39 02 26
Abdèslam Berrada Allam
Associé

COMPTE SOCIAUX AU 30 JUIN 2025

BILAN AU 30 JUIN 2025

	(En milliers de DH)	
ACTIF	30/06/2025	31/12/2024
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	1 306 317	2 236 182
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	7 484 109	7 826 646
. À vue	2 661 844	2 922 583
. À terme	4 822 265	4 904 062
Créances sur la clientèle	56 816 758	53 880 639
. Crédits de trésorerie et à la consommation	20 764 420	18 994 878
. Crédits à l'équipement	13 142 328	12 217 137
. Crédits immobiliers	20 390 115	19 805 294
. Autres crédits	2 519 896	2 863 330
Créances acquises par affacturage	555 405	557 472
Titres de transaction et de placement	5 860 547	5 290 449
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	5 566 837	4 818 386
. Autres titres de créance	178 570	356 924
. Titres de propriété	115 139	115 139
Autres actifs	404 515	342 021
Titres d'investissement	1 191 936	895 871
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 191 936	895 871
. Autres titres de créance	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	385 047	370 860
. Participations dans les entreprises liées	338 872	328 986
. Autres titres de participation et emplois assimilés	46 175	41 874
. Titres de Moudaraba et Mouchraka	-	-
Créances subordonnées	-	-
Dépôts d'investissement placés	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations données en Ijara	-	-
Immobilisations incorporelles	952 706	890 280
Immobilisations corporelles	1 087 848	1 097 062
Total de l'Actif	76 045 189	73 387 482
HORS BILAN	30/06/2025	31/12/2024
ENGAGEMENTS DONNÉS	14 725 143	13 511 146
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	6 652 138	5 525 885
Engagements de garantie d'ordre d'établ. de crédit et assimilés	1 853 090	2 535 772
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	6 219 915	5 449 489
Titres achetés à reméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS REÇUS	2 948 099	2 898 018
Engagements de financement reçus d'établ. de crédit et assimilés	1 002 155	505 570
Engagements de garantie reçus d'établ. de crédit et assimilés	1 945 944	2 392 448
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
Titres vendus à reméré	-	-
Titres de Moudaraka et Mouchraka à recevoir	-	-
Autres titres à recevoir	-	-
PASSIF	30/06/2025	31/12/2024
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	702	702
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 708 384	1 485 176
. À vue	258 405	713 298
. À terme	2 449 979	771 878
Dépôts de la clientèle	57 870 180	56 864 341
. Comptes à vue créditeurs	40 931 285	39 708 361
. Comptes d'épargne	10 099 854	10 095 790
. Dépôts à terme	5 582 540	6 139 535
. Autres comptes créditeurs	1 248 405	905 120
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	8 097	15 535
Titres de créance émis	2 909 274	3 180 479
. Titres de créance négociables	2 909 274	3 180 479
. Emprunts obligataires	-	-
. Autres titres de créance émis	-	-
Autres passifs	2 665 696	2 027 658
Provisions pour risques et charges	1 194 376	1 164 847
Provisions réglementées	-	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	2 477 479	2 423 941
Dépôts d'investissement reçus	74 798	64 029
Écarts de réévaluation	-	-
Réserves et primes liées au capital	2 625 959	2 625 959
Capital	1 088 121	1 088 121
Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	2 008 482	1 763 793
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	421 737	698 436
Total du Passif	76 045 189	73 387 482

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AU 30/06/2025

	(En milliers de DH)	
LIBELLÉ	30/06/2025	30/06/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	2 134 961	2 026 938
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements	145 564	146 615
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 354 442	1 295 636
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	26 309	34 371
Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuk	58 557	66 697
Produits sur titres de Moudaraba et mouchraka	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	222 004	211 823
Autres produits bancaires	328 083	271 796
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus	2	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	490 980	502 147
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements	53 735	45 559
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	214 681	239 697
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	59 693	78 055
Charges sur titres de Moudaraba et Mouchraka	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Autres charges bancaires	162 005	138 619
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus	865	217
PRODUIT NET BANCAIRE	1 643 981	1 524 791
Produits d'exploitation non bancaire	38 222	17 009
Charges d'exploitation non bancaire	-	-
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	808 018	785 058
Charges de personnel	415 924	394 926
Impôts et taxes	21 184	25 838
Charges externes	235 855	234 760
Autres charges générales d'exploitation	2 738	726
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	132 318	128 808
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRECOURVABLES	388 266	420 669
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	296 250	369 918
Pertes sur créances irrécourvables	31 473	6 069
Autres dotations aux provisions	60 543	44 682
REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	307 391	328 149
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	279 143	278 114
Récupérations sur créances amorties	17 799	8 780
Autres reprises de provisions	10 448	41 255
RÉSULTAT COURANT	793 310	664 222
Produits non courants	341	13 539
Charges non courantes	71 514	78 582
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	722 137	599 179
Impôts sur les résultats	300 399	217 837
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	421 737	381 342
II- CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT		
	421 737	381 342
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	132 318	128 808
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	114	-
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	41 467	8 165
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	3 436	25 647
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	15 998	35
- Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
- Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	-
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
+ CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	576 202	492 633
- Bénéfices distribués	-	-
AUTOFINANCEMENT	576 202	492 633
ÉTAT DES CRÉANCES EN SOUFFRANCE ET DES PROVISIONS CORRESPONDANTES AU 30 JUIN 2025		
	(En milliers de DH)	
	Montants au 31/12/2024	Montants au 30/06/2025
	Créances	Provisions
Créances pré-douteuses	258 117	35 104
Créances douteuses	637 575	466 981
Créances compromises	3 161 741	2 352 559
TOTAL	4 057 434	2 854 644
	Créances	Provisions
Créances pré-douteuses	205 545	32 109
Créances d		

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE AU 30 JUIN 2025

(En milliers de DH)

	30/06/2025	31/12/2024
Produits d'exploitation bancaire perçus	2 063 078	3 988 343
Récupérations sur créances amorties	17 799	18 115
Produits d'exploitation non bancaire perçus	25 414	70 835
Charges d'exploitation bancaire versées	-434 993	-913 995
Charges d'exploitation non bancaire versées	-71 514	-107 619
Charges générales d'exploitation versées	-675 701	-1 356 500
Impôts sur les résultats versés	-300 399	-442 041
I - Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	623 685	1 257 139
Variation de :		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	342 537	-420 674
Créances sur la clientèle	-3 005 934	-4 955 781
Titres de transaction et de placement	-868 612	-1 320 554
Autres actifs	-62 493	26 214
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 223 208	371 692
Dépôts de la clientèle	1 013 277	5 183 218
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	-7 438	3 050
Titres de créance émis	-271 205	-243 922
Autres passifs	638 038	280 347
II - Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	-998 623	-1 076 409
III - FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION (I + II)	-374 938	180 729
Produit des cessions d'immobilisations financières	-	-
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	15 998	1 527
Acquisition d'immobilisations financières	-14 301	-67 129
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-185 530	-344 021
Intérêts perçus	13 325	26 450
Dividendes perçus	58 557	68 447
IV - FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	-111 950	-314 726
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
Emission de dettes subordonnées	-	500 000
Dépôts d'investissement reçus	10 770	64 029
Emission d'actions	-	-
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
Intérêts versés	-	-87 831
Rémunérations versées sur dépôts d'investissement	-453 747	-372 138
V - FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	-442 977	104 060
VI - VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III + IV + V)	-929 865	-29 937
VII - TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	2 235 481	2 265 417
VIII - TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	1 305 615	2 235 481

ÉTAT A1 - PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES AU 30 JUIN 2025

INDICATION DES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES PAR L'ÉTABLISSEMENT

Application des méthodes d'évaluation prévues par le plan comptable des établissements de crédit (P.C.E.C) entré en vigueur depuis le 01/01/2000.

Les états de synthèse sont présentés conformément aux dispositions du P.C.E.C.

ÉTAT A2 - ÉTAT DES DÉROGATIONS AU 30 JUIN 2025

Indications des dérogations	Justifications des dérogations	Influence des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		NÉANT
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation		NÉANT
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		NÉANT

ÉTAT A3 - ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES AU 30 JUIN 2025

Nature des changements	Justifications des changements	Influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation		NÉANT
II. Changements affectant les règles de présentation		NÉANT

CHIFFRE D'AFFAIRES HORS TAXES AU 30 JUIN 2025

(En milliers de DH)

Premier semestre 2025	Deuxième semestre 2024	Premier semestre 2024
2 134 961	2 056 778	2 026 938

ÉTAT B2 - CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU 30 JUIN 2025

(En milliers de DH)

CRÉANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2025	Total 31/12/2024
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Credits de trésorerie	2 496 490	271 202	13 310 507	265 519	16 343 718	14 837 591
Comptes à vue débiteurs	223 613	271 202	3 036 174	79 689	3 610 678	2 872 901
Créances commerciales sur le Maroc	430 409	-	1 621 624	1 987	2 054 020	2 163 524
Crédits à l'exportation	-	-	113 707	-	113 707	145 470
Autres crédits de trésorerie	1 842 468	-	8 539 002	183 843	10 565 313	9 655 696
Crédits à la consommation	-	-	4 218 076	4 218 076	3 962 315	
Crédits à l'équipement	3 252 756	-	9 207 768	526 383	12 986 907	12 118 217
Crédits immobiliers	-	-	2 703 191	17 634 185	20 337 376	19 751 926
Autres crédits	-	1 359 404	49 875	-	1 409 280	1 660 285
Créances acquises par affacturage	555 405	-	-	-	555 405	557 472
Intérêts courus à recevoir	-	72 066	338 804	-	410 870	347 515
Créances en souffrance	-	-	378 153	732 379	1 110 531	1 202 790
Créances pré-douteuses	-	-	7 997	165 439	173 436	223 014
Créances douteuses	-	-	52 953	45 615	98 568	170 594
Créances compromises	-	-	317 204	521 324	838 528	809 182
TOTAL	6 304 651	1 702 673	25 988 297	23 376 542	57 372 164	54 438 111

ÉTAT B1 - CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 30 JUIN 2025

(En milliers de DH)

CRÉANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Établissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2025	Total 31/12/2024
Comptes ordinaires débiteurs	468 854	9 289	495 518	1 311 532	2 285 193	3 648 648
Valeurs reçues en pension	-	1 399 958	-	-	1 399 958	1 308 562
- au jour le jour	-	700 021	-	-	700 021	-
- à terme	-	699 937	-	-	699 937	1 308 562
Prêts de trésorerie	-	-	190 438	317 397	507 835	419 676
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	190 438	317 397	507 835	419 676
Prêts financiers	-	-	3 600 934	-	3 600 934	3 055 258
Autres créances	-	-	142 973	-	142 973	325 916
Intérêts courus à recevoir	-	4 269	11 800	-	16 069	14 802
Créances en souffrance	-	-	-	-	-	-
TOTAL	468 854	1413 516	4 441 663	1 628 929	7 952 963	8 772 862

ÉTAT B3 - VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'ÉMETTEUR AU 30 JUIN 2025

(En milliers de DH)

TITRES	Établissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 30/06/2025	Total 31/12/2024
			financiers	non financiers		
TITRES COTÉS						
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
TITRES NON COTÉS						
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	6 758 773	115 073	67	7 052 483	6 186 320
Obligations	178 514	-	-	-	178 514	-
Autres titres de créance	57	-	-	-	57	356 924
Titres de propriété	-	115 073	67	115 139	115 139	-
TOTAL	178 570	6 758 773	115 073	67	7 052 483	6 186 320

ÉTAT B5 - DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS AU 30 JUIN 2025

(En milliers de DH)

DETTE	Établissements de crédit et assimilés au Maroc			Établissements de crédit à l'étranger
-------	--	--	--	---------------------------------------

ÉTAT B9 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES AU 30 JUIN 2025

(En milliers de DH)

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Autres mouvements	Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sortie	Cumul		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 630 734	494 209	354 852	1 770 091	740 673	76 711	-	817 385		952 706
- Droit au bail	17 429	-	-	17 429	-	-	-	-		17 429
- Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-		-
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	1 613 306	494 209	354 852	1 752 662	740 673	76 711	-	817 385		935 277
- Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-		-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 610 416	68 654	33 684	2 645 386	1 513 768	55 606	-11 837	1 557 538		1 087 848
- Immeubles d'exploitation	1 250 117	9 434	27 416	1 232 136	503 659	14 807	-11 837	506 629		725 507
. Terrains d'exploitation	355 625	-	1 002	354 624	-	-	-	-		354 624
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	866 684	9 434	20 627	855 491	475 887	14 798	-6 050	484 635		370 856
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	27 808	-	5 787	22 021	27 772	9	-5 787	21 994		27
. Mobilier et matériel d'exploitation	633 128	38 990	4 077	668 041	497 476	21 989	-	519 465		148 576
. Mobilier de bureau d'exploitation	111 984	2 954	-	114 938	91 175	3 486	-	94 681		20 277
. Matériel de bureau d'exploitation	21 599	15 464	62	37 001	14 328	453	-	14 781		22 221
. Matériel de bureau Telecom	91 498	2 858	-	94 356	69 132	3 218	-	72 351		22 005
. Matériel Informatique	339 764	16 337	4 015	352 085	260 811	13 925	-	274 736		77 350
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	401	280	-	682	392	14	-	405		276
. Autres matériels d'exploitation	67 882	1 097	-	68 979	61 639	893	-	62 532		6 447
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	643 245	18 243	2 191	659 297	452 015	17 357	-	469 372		189 925
- Immobilisations corporelles hors exploitation	83 926	1 987	-	85 912	60 618	1 454	-	62 072		23 841
. Terrains hors exploitation	2 152	-	-	2 152	-	-	-	-		2 152
. Immeubles hors exploitation	49 093	-	-	49 093	38 009	610	-	38 620		10 473
. Mobiliers et matériel hors exploitation	9 573	208	-	9 781	9 029	192	-	9 220		561
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	23 107	1 779	-	24 887	13 579	652	-	14 231		10 655
- Écart de conversion	-	-	-	-	-	-	-	-		-
Total	4 241 150	562 862	388 536	4 415 476	2 254 441	132 318	-11 837	2 374 922		2 040 554

ÉTAT B11- DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE AU 30 JUIN 2025

(En milliers de DH)

DÉPÔTS	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2025	Total 31/12/2024
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	506 518	269 822	11 883 079	28 279 963	40 939 382	39 806 300
Comptes d'épargne	-	-	3 111	10 039 999	10 043 110	10 031 615
Dépôts à terme	-	901 000	1 370 282	3 252 422	5 523 704	5 987 748
Autres comptes créditeurs	4 942	-	1 034 844	206 305	1 246 091	902 806
Intérêts courus à payer	-	-	-	117 894	117 894	135 873
TOTAL	511 460	1 170 822	14 291 316	41 896 582	57 870 180	56 864 341

ÉTAT B13 - DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS AU 30 JUIN 2025

(En milliers de DH)

PASSIF	30/06/2025	31/12/2024
Instruments optionnels vendus	-	-
Opérations diverses sur titres	210 849	53 233
Créditeurs divers	1 261 680	881 486
Sommes dues à l'état	214 072	493 104
Sommes dues aux organismes de prévoyance	29 623	29 215
Sommes diverses dues au personnel	-	-
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	458 631	6 178
Fournisseurs de biens et services	1 436	697
Divers autres crébiteurs	557 917	352 293
Comptes de régularisation	1 193 166	1 092 939
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Comptes d'écart sur devises et titres	-	-
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
Comptes de liaison entre sièges, succursales et agences au Maroc	748	488
Charges à payer	461 542	447 890
Produits constatés d'avance	683 612	606 023
Autres comptes de régularisation	47 264	38 538
Total	2 665 696	2 027 658

ÉTAT B12 - ÉTAT DES SOUSCRPTIONS DE CERTIFICATS DE DÉPÔT INSCRITS EN COMPTE AU 30 JUIN 2025

(En milliers de DH)

Nature des Titres	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement	Montant Global
Certificats de Dépôts	31/10/2024	31/07/2025	100	0,03%	INFINE	625 000
Certificats de Dépôts	28/02/2025	29/08/2025	100	2,75%	INFINE	262 500
Certificats de Dépôts	30/04/2025	31/07/2025	100	2,37%	INFINE	500 000
Certificats de Dépôts	30/04/2025	29/10/2025	100	2,44%	INFINE	500 000
Certificats de Dépôts	30/05/2025	29/08/2025	100	2,23%	INFINE	600 000
Certificats de Dépôts	30/05/2025	28/11/2025	100	2,31%	INFINE	400 000
Total						2 887 500

ÉTAT B14 - PROVISIONS AU 30 JUIN 2025

(En milliers de DH)

PROVISIONS	Encours 31/12/2024	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 30/06/2025
PROVISIONS DÉDUITES DE L'ACTIF, SUR :	2 789 094	298 785	258 663	221	2 829 438
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	2 759 517	296 222	255 813	221	2 800 146
Titres de placement et investissement	14 063	2 449	1 318	-	15 194
Titres de participation et emplois assimilés	15 515	114	1 531	-	14 098
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-
Autres actifs	-	-	-	-	-
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :	1 164 848	60 458	30 929	-	1 194 376
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	109 955	29	23 330	-	86 653
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	786 702	41 467	586	-	827 583
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	90 360	2 652	-	-	93 012
Provisions pour autres risques et charges	177 831	16 310	7 013	-	187 128
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL	3 953 942	359 243	289 592	221	4 023 814

ÉTAT B16 - DETTES SUBORDONNÉES AU 30 JUIN 2025

(En milliers de DH)

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours	Taux	Durée	Condition de remboursement anticipé, subordination et convertibilité	Montant de l'emprunt en monnaie nationale (ou contrevaleur en KDH)	dont entreprises liées		dont autres apparentés	
							Montant N (en contrevalleur KDH)	Montant N-1 (en contrevalleur KDH)	Montant N (en contrevalleur KDH)	Montant N-1 (en contrevalleur KDH)
MAD	55 000	1	3,93%	10 ANS	INFINE	55 000	-	-	-	-
MAD	445 000	1	3,63%	10 ANS	INFINE	445 000	-	-	-	-
MAD	197 500	1	4,05%	10 ANS	INFINE	197 500	-	-	-	-
MAD	552 500	1	4,05%	10 ANS	INFINE	552 500	-	-	-	-
TOTAL	1 250 000					1 250 000				

(En milliers de DH)

Soucrieur	COV	Nbre Bons	Catégorie	Nominal	Nominal Global	Maturité	Taux en %	Date de Jouissance
CASA	18540	1	OB. PERPETUELLE	136 116	136 116	Indéterminée	5,01%	14/12/2020
WAFA ASSUR	18541	1	OB. PERPETUELLE	21 753	21 753	Indéterminée	5,01%	14/12/2020
DIVERS	9582	5000	OB. PERPETUELLE	100	500 000	Indéterminée	4,93%	20/07/2023
DIVERS	9639	5000	OB. PERPETUELLE	100	500 000	Indéterminée	4,78%	06/12/2024
TOTAL					1 157 869			

ÉTAT B22 - VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RÉSIDUELLE AU 30 JUIN 2025

(En milliers de DH)

	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	932 320	296 411	1 059 559	2 207 911	326 064	4 822 265
Créances sur la clientèle	8 198 124	2 543 529	4 348 797	18 399 852	23 326 457	56 816 759
Titres de créance	318 669	429 916	858 605	3 481 941	1 963 352	7 052 483
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
TOTAL	9 449 113	3 269 855	6 266 961	24 089 704	25 615 872	68 691 506
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-	1 782 121	-	667 858	-	2 449 979
Dettes envers la clientèle	697 650	2 361 348	2 512 146	11 396	-	5 582 540
Titres de créance émis	1125 000	884 274	900 000	-	-	2 909 274
Emprunts subordonnés	-	-	-	1 284 805	1 192 674	2 477 479
TOTAL	1 822 650	5 027 743	3 412 146	1 964 059	1 192 674	13 419 272

ÉTATS DE SYNTHÈSE ARREDA AU 30 JUIN 2025

BILAN ARREDA AU 30 JUIN 2025

(En milliers de DH)

ACTIF	30/06/2025	31/12/2024
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	48 510	82 563
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 149	1 145
Créances sur la clientèle	2 596 930	2 362 512
Créances sur Mourabaha	2 562 403	2 330 626
Créances sur Salam	-	-
Créances sur autres financements participatifs	-	-
Autres créances sur la clientèle	34 527	31 886
Titres de transaction et de placement	-	-
dont certificat de Sukuk	-	-
Biens acquis dans le cadre de financements participatifs	35 730	63 650
Immobilisations données en Ijara	-	-
Titres d'investissement titres de participation et emplois divers	-	-
dont certificats de Sukuk	-	-
Dont titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Dépôts d'investissement et Wakala Istithmar placés	-	-
Autres actifs	2 476	2 068
TOTAL DE L'ACTIF	2 684 794	2 511 939

(En milliers de DH)

PASSIF	30/06/2025	31/12/2024
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 348 082	1 204 055
Dettes sur Mourabaha	-	-
Dettes sur Salam	-	-
Dettes sur autres financements participatifs	-	-
Autres dettes sur les établissements de crédit et assimilés	1 348 082	1 204 055
Dépôts de la clientèle	240 862	259 917
Comptes à vue créditeurs	216 591	223 796
Autres comptes créditeurs	24 271	36 121
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	8 097	15 535
Dettes sur Mourabaha	8 097	15 535
Dettes sur Salam	-	-
Dettes sur autres financements participatifs	-	-
Autres passifs	754 806	700 741
Provisions pour risques et charges	3 390	3 390
Dépôts d'investissement et Wakala Istithmar reçus	74 798	64 029
Dotation en capital	240 000	240 000
Reports	-	-
Résultat de l'exercice	14 758	24 273
TOTAL DU PASSIF	2 684 794	2 511 939

TABLEAU DES MARGES CONSTATEES D'AVANCE SUR MOURABAHA
DU 01/01/2025 AU 30/06/2025

BIENS	Montant brut au début de l'exercice	Marges sur opérations de l'exercice	Quote-part reprise en compte de résultat	Quote-part constatée en rémunération réservée	Quote-part de marge abandonnée ⁽¹⁾	Montant brut à la fin de l'exercice		Encours des créances Mourabaha à la fin de l'exercice
						Secteur public	Total	
Marges constatées d'avance - Mourabaha avec les établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-	-	8 097	8 097
Marges constatées d'avance - Mourabaha avec la clientèle	590 481	117 847	39 803	14 285	2 950	651 290	2 562 403	
TOTAL	590 481	117 847	39 803	14 285	2 950	651 290	2 562 403	

⁽¹⁾ Par remboursement anticipé ou autres

TABLEAU DE VARIATION DES BIENS ACQUIS DANS LE CADRE DE FINANCEMENTS PARTICIPATIFS DU 01/01/2025 AU 30/06/2025

BIENS	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions ou transfert au cours de l'exercice	Montant des cessions au cours de l'exercice		Montant brut à la fin de l'exercice	Provisions					Montant net à la fin de l'exercice
			Exploitation bancaire	Exploitation non bancaire ⁽¹⁾		Montant des provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des reprises sur biens sortis	Montant des reprises sur biens en stock	Cumul à la fin de l'exercice	
Biens acquis - Mourabaha	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Biens mobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Biens acquis - Mourabaha pour donneur d'ordre	63 650	311 417	339 337	-	35 730	NA	NA	NA	NA	NA	35 730
Biens mobiliers	2 211	28 798	29 722	-	1 287	NA	NA	NA	NA	NA	1 287
Biens immobiliers	61 440	282 619	309 615	-	34 444	NA	NA	NA	NA	NA	34 444
Biens acquis - Salam	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Biens acquis - Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

⁽¹⁾ Biens cédés en dehors des contrats de finance participative dont les produits de cession sont constatés en hors exploitation bancaire dans le compte 7613

DÉPÔTS D'INVESTISSEMENTS NON RESTREINTS AU 30/06/2025

Dépôts d'investissement	Encours 01/01/2025	Affectation des résultats	Dépôts collectés	Dépôts restitués	Autres variations	Encours 30/06/2025
Dépôts d'investissement reçus			118 537	44 254		74 283
Etablissement de crédit						
Clientèle			118 537	44 254		74 283
Réserve de préparation des profits						
Etablissement de crédit						
Clientèle						
Réserve pour risques d'investissements						
Etablissement de crédit						
Clientèle						
Rémunération distribuée aux titulaires de comptes	864			349		515
Etablissement de crédit						
Clientèle			864	349		515
Résultats en instance d'affectation (+/-)	-					
TOTAL	864	118 537	44 603	74 798		

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE DES COMPTES SOCIAUX PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2025



76, Boulevard Abdelmoumen
Résidence Koutoubia, 7ème étage
Casablanca - Maroc



Ernst & Young
37, Bd Abdellatif Ben Kaddour,
20050, Casablanca, Morocco

CREDIT DU MAROC

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITÉ SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2025

En application des dispositions du Dahir n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de Crédit Du Maroc comprenant le bilan et le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de flux de trésorerie et une sélection d'états de l'Etat des Informations Complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2025. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 8.621.778 dont un bénéfice net de KMAD 421.737 relève de la responsabilité des organes de gestion de la banque.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la banque arrêtés au 30 juin 2025, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 28 juillet 2025

Les commissaires aux comptes

Forvis Mazars

forvis mazars
76 Bd Abdelmoumen Rés. Koutoubia
7^{me} Etage - Casablanca 17
Taha Ferdaous
Associé

Ernst & Young

ERNST & YOUNG
37, Boulevard Abdellatif Ben Kaddour
Casablanca 20050 - Maroc
Abdeslam Berrada Allam
Associé